



Chambre des communes  
CANADA

## Comité permanent des finances

---

FINA • NUMÉRO 029 • 1<sup>re</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mercredi 4 octobre 2006**

**Président**

**M. Brian Pallister**

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent des finances

Le mercredi 4 octobre 2006

• (0900)

[Traduction]

**Le président (M. Brian Pallister (Portage—Lisgar, PCC)):** Mesdames et Messieurs, j'invite les témoins à prendre place et à éviter tout contact avec les membres du comité.

**Des voix:** Oh!

**Le président:** Mettez-vous à l'aise, membres du comité. Bonjour. Nous revoici à pied d'oeuvre et tout va bien se passer.

Nous allons écouter les témoins avec beaucoup d'attention.

Comme vous le savez, vous êtes devant le Comité permanent des finances qui est chargé de recueillir des témoignages afin de préparer un rapport pour le ministre des Finances en vue du prochain budget.

Nous vous avons demandé de limiter vos exposés à cinq minutes et je vais appliquer cette règle. Je vous préviendrai quand il vous restera environ une minute. Évidemment, cette règle est destinée à nous laisser suffisamment de temps pour vous poser des questions et procéder à un échange de vues.

Nous débutons ce matin avec un représentant de la Canadian Booksellers Association, Steve Budnarchuk.

Bienvenue, Steve. Vous avez cinq minutes.

**M. Steve Budnarchuk (Association canadienne des libraires):** M. Pallister, membres du Comité des finances, bonjour.

Je m'appelle Steve Budnarchuk et je suis président de la Canadian Booksellers Association. Je suis membre de l'association depuis fort longtemps car je suis propriétaire et exploitant d'une librairie à Edmonton, Audrey's Books.

La Canadian Booksellers Association est une association professionnelle nationale représentant près de 1 000 librairies d'un bout à l'autre du pays. Les membres actifs de l'association comprennent des librairies généralistes, des librairies universitaires, des chaînes de librairies, des librairies spécialisées ainsi que des librairies de livres usagés ou anciens.

Comme le comité décide de la répartition du prochain budget fédéral, nous vous demandons de songer sérieusement au rôle important que jouent les libraires canadiens dans leurs collectivités locales et pour la prospérité économique du pays.

Avant de commencer, je veux inviter chacun et chacune d'entre vous à réfléchir à son rôle de parent, d'enseignant, d'auteur, voire de propriétaire d'une entreprise, en vous demandant quelle a été le rôle de la lecture et de la culture dans votre épanouissement personnel et dans le développement de votre communauté.

Les livres existent pour nous informer, nous éduquer, nous distraire et, ce qui est encore plus important, faire connaître le Canada au reste du monde. Selon nous, les librairies canadiennes jouent un rôle crucial dans l'épanouissement de notre pays et constituent un outil direct pour rendre le Canada plus compétitif au sein de l'économie mondiale.

Cela dit, il est important que vous sachiez que notre secteur fait actuellement face à de nombreux défis dont certains menacent en ce moment même la survie de certaines librairies. Si le Canada doit jouer un rôle important dans cette économie, il doit avant tout être capable d'appuyer les nombreuses petites entreprises situées sur son territoire.

La CBA sollicite l'aide du gouvernement fédéral sur deux questions importantes. La première est l'abolition de la TPS sur les livres; la deuxième, le maintien du financement du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition.

Si nous voulons que les Canadiens possèdent les compétences et connaissances nécessaires à leur épanouissement et au succès de leurs employeurs et de leurs communautés, il faut supprimer les livres de la liste des articles frappés de TPS.

Comme un degré élevé d'alphabétisation fait partie intégrante d'une société prospère, la CBA estime que l'abolition de la TPS sur les livres rendra ceux-ci plus accessibles à un plus grand nombre de Canadiens, ce qui rehaussera le taux d'alphabétisation de notre population et la rendra mieux informée, plus novatrice et plus productive. L'abolition de la TPS sur les livres sera particulièrement bénéfique aux étudiants qui ont déjà du mal à payer leurs études. Selon une enquête réalisée en 2003 par Statistique Canada, 40 p. 100 des adultes canadiens ne possèdent pas les compétences en alphabétisation qu'exige la vie quotidienne aujourd'hui. Dans un pays comme le nôtre, c'est certainement totalement inacceptable.

En outre, comme la lecture est cruciale pour notre économie et notre culture, nous pensons que le livre ne doit pas être considéré comme un objet de consommation. Selon la CBA, abolir la TPS sur les livres attirera l'attention sur les librairies de nos collectivités et constituera pour elles une aide précieuse.

Je vous rappelle qu'il n'y avait aucune taxe sur les livres au Canada avant la création de la TPS.

Une coalition impressionnante de 16 associations nationales et régionales s'intéressant à la lecture et à l'éducation a exprimé son accord avec l'abolition de la TPS sur les livres, et j'ai la liste avec moi si vous voulez la voir.

Nous nous réjouissons de la récente réduction de 1 pour cent de la TPS mais nous estimons qu'il faut faire encore plus.

Deuxièmement, pour assurer que les librairies resteront compétitives, la CBA recommande au gouvernement fédéral d'entériner leur importance en continuant de financer le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition.

Ce programme et ses composantes, comme le Projet de la chaîne d'approvisionnement et l'Aide aux éditeurs, sont essentiels pour permettre à tous les membres de la chaîne culturelle d'atteindre leur plein potentiel. Devenir plus efficace en adoptant la technologie, faire du marketing et de la promotion, organiser du développement professionnel et appuyer la collecte de données et la recherche sont des aspects importants du monde de la librairie et de l'édition.

Plus important encore, il est crucial que vous soyez sensibles à la valeur culturelle de ce programme car on trouve en aval des éditeurs des libraires indépendants qui doivent être viables si l'on veut que les oeuvres des auteurs canadiens soient présentes dans les rayons de bibliothèque de la nation.

Les libraires sont des canaux de transmission de la culture canadienne. Ils offrent à la nation des bienfaits qu'on ne peut tout simplement pas exprimer en dollars, comme faire des recommandations à leur clientèle, organiser des séances de lecture et forger des partenariats avec d'autres organisations communautaires.

Selon Patrimoine canadien, 70 p. 100 des Canadiens souhaitent lire des ouvrages d'auteurs canadiens. Or, ce sont les librairies canadiennes qui peuvent satisfaire ce public car, selon le Literary Press Group of Canada, les libraires indépendants commandent une plus grande proportion et une plus grande diversité de titres littéraires canadiens.

La présence d'un grand nombre de librairies différentes dans une collectivité est un signe d'innovation et de créativité. C'est aussi le signe qu'elle est capable d'attirer les meilleurs et les plus brillants membres de la société, contribuant ainsi à sa prospérité et à son épanouissement culturel. On a souvent constaté que les personnes venant s'établir dans une nouvelle collectivité cherchent d'abord les points d'ancrage culturels, comme les librairies de quartier.

• (0905)

Nous sommes fermement convaincus qu'abolir la TPS sur tous les livres et continuer de financer le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition assurera la compétitivité continue des citoyens et des entreprises du Canada dans une économie en évolution constante.

Merci de votre attention.

**Le président:** Merci beaucoup, M. Budnarchuck.

Je donne maintenant la parole à Sam Shaw, de la Alberta Association of Colleges and Technical Institutes.

Bienvenue, M. Shaw.

**M. Sam Shaw (président, Northern Alberta Institute of Technology, Alberta Association of Colleges and Technical Institutes):** Merci beaucoup.

Je vous souhaite la bienvenue à Ottawa... non, excusez-moi, à Fort McMurray.

C'est un plaisir pour moi de m'adresser à vous au nom de nos 17 collèges publics et instituts techniques.

Je vais demander à Doug MacRae de vous donner un bref aperçu de notre association, après quoi je reprendrai la parole.

**M. Doug MacRae (directeur général, Alberta Association of Colleges and Technical Institutes):** Merci.

Veillez excuser notre léger retard, WestJet a eu quelques problèmes.

Je vous remercie de votre invitation qui nous permet de vous accueillir en Alberta. Évidemment, certains de vos députés représentent cette région, ce qui est fort bien mais, au nom du réseau de collèges et d'instituts techniques, nous vous souhaitons quand même la bienvenue à tous.

Comme Sam me vient de le dire, notre système représente tous les collèges publics et instituts techniques de l'Alberta, qui sont au nombre de 17. Nous accueillons plus de 140 000 étudiants suivant des cours avec crédits et 250 000 autres suivant des cours sans crédits. Cela représente plus de 54 p. 100 des étudiants inscrits dans nos établissements, et je précise bien qu'il s'agit d'étudiants, ce qui signifie que nous en accueillons plus que les universités, facteur qui peut intéresser votre groupe.

Notre réseau dispense un large éventail de cours essentiellement axés sur la préparation à l'emploi. Sam vous parlera dans quelques instants des pénuries de compétences. Nous avons un large éventail de programmes et le réseau le plus exhaustif au Canada, tout au moins à l'échelle provinciale. Nous formons des apprentis, comme Sam vous le dira. Nous avons des programmes d'études en cours de carrière, généralement d'un an ou deux, qui débouchent directement sur l'emploi. Nous avons un programme de transfert universitaire qui permet par exemple à un étudiant de commencer des études au collège Keyano de Fort McMurray et de les continuer ensuite dans une université. Nos collèges universitaires et nos instituts offrent également des diplômes d'études appliquées et des cours de perfectionnement. Ils peuvent enfin offrir des diplômes de baccalauréat, grâce à de récentes modifications législatives.

Comme je l'ai dit, nous sommes axés sur les pénuries de compétences et c'est pourquoi nous tenions à vous parler aujourd'hui. Nous savons bien que ce n'est pas un problème particulier à l'Alberta mais d'ampleur nationale.

Sam.

**M. Sam Shaw:** Merci, Doug.

Aujourd'hui, le pétrole vaut 58 \$ le baril mais qui aurait pu prévoir ça il y a 12 ans? Ne soyez donc pas surpris du prix de l'essence. Bon nombre des projets entrepris ici même, à Fort McMurray — et j'espère que vous aurez l'occasion d'en visiter quelques-uns — sont des projets à échéance de 15 ou 20 ans et la pénurie de compétences professionnelles est la priorité numéro un de la province et du Canada.

L'une des choses que nous attendons du gouvernement fédéral, c'est qu'il contribue à l'éducation et à la formation professionnelle des Canadiens. Cela doit devenir une priorité de financement de tous les paliers de gouvernement, y compris du palier fédéral. L'investissement dans les collèges et instituts techniques est très vite rentable car il produit des diplômés qualifiés qui peuvent entrer dans la population active aussi vite que deux ans après leur entrée au collège. Pour ce qui est de l'apprentissage, on doit déjà avoir un emploi pour pouvoir en profiter.

Nos établissements dispensent une éducation et une formation professionnelle aux travailleurs efficaces de l'Alberta, avec un taux d'emploi de 94,4 p. 100 parmi les diplômés. L'AACTI oeuvre avec les entreprises pour formuler des stratégies adaptées à la pénurie de compétences ainsi qu'aux besoins de la recherche appliquée et de l'innovation.

En ce qui concerne l'innovation et la capacité, nous avons été sous-représentés du point de vue des crédits fédéraux de recherche. Je demande au gouvernement fédéral d'investir dans les collèges et instituts techniques pour appuyer la recherche appliquée.

Pour ce qui est des opportunités, elles sont énormes et je pourrais utiliser le mot « mer » pour parler de la recherche appliquée et de la commercialisation. Ici encore, je pense que les collèges et instituts techniques sont fort bien placés.

Il est clair que le rendement des investissements dans les collèges et les instituts techniques est très élevé. Selon nos études, il atteint 16,4 p. 100. En fait, pour chaque diplômé et ses gains futurs, chaque dollar investi produit un rendement de 3,76 \$. Selon nos estimations, rien que pour notre province, cela fera économiser 56,3 millions de dollars sur le plan des dépenses de santé, de la justice pénale, etc.

Nous vous implorons donc de continuer le bon travail que vous avez déjà fait pour l'apprentissage mais aussi avec le fonds d'infrastructures que vous avez établi.

En résumé, nous vous recommandons de faire cet investissement stratégique dans les collèges et les instituts techniques pour parler des pénuries de compétences, pour parler de la recherche appliquée et, certainement, pour investir dans l'avenir du Canada.

Merci.

• (0910)

**Le président:** Merci beaucoup, messieurs.

Nous continuons avec la municipalité régionale de Wood Buffalo.

Melissa Blake, bienvenue. Vous avez cinq minutes.

**Mme Melissa Blake (maire, Municipalité régionale de Wood Buffalo):** Merci beaucoup, monsieur le président. Nous sommes très heureux de vous accueillir dans notre région et d'avoir l'occasion de nous adresser à votre comité.

Je m'appelle Melissa Blake et je suis maire de la municipalité régionale de Wood Buffalo, la plus vaste municipalité du Canada. Notre territoire s'étend d'un point situé à une heure de route au Sud d'ici et va jusqu'à Fort Chipewyan, la plus vieille communauté de l'Alberta. C'est donc un territoire très vaste et je voudrais vous parler un peu de son histoire. Au début, il était peuplé de nations autochtones qui utilisaient déjà les sables bitumineux pour réparer leurs canots.

Grâce au progrès technologique, nous avons connu des périodes d'activité économique croissante essentiellement caractérisées par des hauts et des bas, des périodes d'expansion et de récession. Aujourd'hui, nous constatons que le territoire de cette vaste municipalité englobe la sécurité énergétique du Canada et de l'Amérique du Nord. Cela constitue une transformation incroyable.

Voici quelques mots sur les ressources dont nous disposons dans cette région. Nous avons des réserves de pétrole de 177 milliards de barils, ce qui est un record mondial nous plaçant juste derrière l'Arabie saoudite. Toutefois, nos réserves connues pouvant être exploitées avec la technologie d'aujourd'hui atteignent près de 311 milliards de barils mais, si nous envisageons les technologies nouvelles et émergentes, le chiffre explose pour atteindre 1,7 billion de barils. Vous pouvez donc réaliser l'importance de cette région pour le Canada.

L'an dernier, nous avons préparé ce que nous appelons un argumentaire fondé sur les projections de l'industrie et sur les préoccupations des diverses parties prenantes. Ce processus avait débuté en 2002 quand nous avions commencé à dresser des scénarios de croissance démographique et d'investissement. Ce que

nous avons constaté pendant cette période, c'est que 37 milliards de dollars ont été investis dans les sables bitumineux. En outre, même à 30 \$ le baril, scénario très prudent, nous pouvons prévoir 56,6 milliards de dollars d'investissements supplémentaires. Comme vous le savez, à plus de 58 \$ le baril — prix moyen depuis un certain temps — il est tout à fait probable que nous aurons 100 milliards de dollars d'investissements sur une période de 15 ans.

Quelles sont les retombées de tels investissements? Selon nos estimations, ces sommes produiront 240 000 emplois dans tout le Canada d'ici à 2008, dont 144 000 ou 60 p. 100 en Alberta. Il y aura donc 100 000 nouveaux emplois qui seront créés dans le reste du Canada par l'exploitation des sables bitumineux, et nous nous attendons à ce que cela continue à l'avenir.

Ce genre de croissance est une source de défis pour notre communauté sur le plan de la croissance démographique. En effet, l'évolution est tellement rapide que nous avons maintenant atteint nos limites financières. En vertu de la loi sur les municipalités de l'Alberta, notre dette ne peut dépasser une fois et demie nos recettes municipales. Nous avons réussi à augmenter cette proportion jusqu'à deux fois, avec l'autorisation de la province, et je peux vous dire que notre dette est aujourd'hui trois fois plus élevée que celle de Calgary ou d'Edmonton.

Avant d'exposer les principaux éléments de notre plan d'action et de vous dire comment vous pourriez nous aider, je veux préciser que, parmi les choses que nous avons faites, nous avons entrepris une étude des effets cumulés de l'expansion des sables bitumineux, avec la collaboration du Alberta Energy and Utilities Board. En outre, nous envisageons de négocier des ententes industrielles avec tous les partisans de l'expansion des sables bitumineux. Nous avons demandé à la province de mettre des terres de la Couronne à la disposition de notre municipalité, gratuitement ou à un prix modique; des subventions ponctuelles d'infrastructure pour faire face à notre situation particulière; des fonds d'infrastructure spéciaux; la modification des formules de financement existantes; et une stratégie fiscale novatrice que nous avons mise en oeuvre pour assurer un meilleur équilibre entre les impôts fonciers et les autres types d'impôts. Nous avons aussi demandé à la province de modifier ses différentes catégories d'impôts en modifiant sa loi sur les municipalités. Nous souhaitons maintenant que notre comité d'examen du développement des ressources entreprenne une étude socio-économique exhaustive de l'incidence de tous les projets d'exploitation de sables bitumineux et nous nous préparons à construire des logements abordables dans la région par le truchement d'un organisme que nous avons créé, la Wood Buffalo Housing and Development Corporation.

La raison pour laquelle je mentionne ces mesures que nous avons prises est que notre communauté n'a maintenant plus assez de ressources pour continuer. J'ai donc plusieurs recommandations à vous adresser, comme je les adresse à quiconque serait en mesure de nous venir en aide.

La première chose concerne une entente régionale tripartite de développement fondée sur des crédits des trois paliers de gouvernement — la municipalité et les gouvernements fédéral et provincial.

Nous souhaitons également une subvention spéciale immédiate de nos deux gouvernements, fédéral et provincial, pour nous aider à mettre nos infrastructures et nos services aux mêmes normes que les autres municipalités de l'Alberta.

Nous demandons également au gouvernement fédéral de coopérer avec nous pour créer et maintenir un système d'analyse et de surveillance de l'incidence socio-économique cumulée des projets d'exploitation des sables bitumineux, notamment en vérifiant les prédictions et en appuyant nos communications publiques régulières.

• (0915)

Finalement, nous demandons au gouvernement fédéral de nous accorder un soutien continu dans le cadre d'un programme bilatéral de relations intergouvernementales fondé sur nos intérêts communs, sur les résultats attendus et sur les possibilités découlant des projets d'exploitation des sables bitumineux.

Je sais qu'il y a là beaucoup de matière à digérer et je suis à votre disposition pour répondre à vos questions. Essentiellement, nous pensons qu'il s'agit ici d'un investissement très stratégique pour le Canada.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup, Mme Blake.

Nous continuons maintenant avec David Hardy, président de Fitness Industry Canada.

Vous avez la parole, M. Hardy.

**M. David Hardy (président, Fitness Industry Canada):** Bonjour, monsieur le président. Merci.

Le Fitness Industry Council of Canada est une organisation à but non lucratif représentant 2 000 établissements de conditionnement physique accueillant 2 millions de membres. Notre principal objectif est de représenter et de promouvoir le secteur du conditionnement physique pour contribuer à la santé de la population canadienne. Je crois que vous partagez cet objectif. Je sais que certains d'entre vous avez joué au rugby et que nous avons parmi nous un membre du temple de la renommée du basket-ball.

La raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui est que nous souhaitons vous proposer un changement important qui encouragera les Canadiens à être plus actifs. En effet, nous demandons au comité d'accorder une déduction fiscale ou un crédit d'impôt aux Canadiens qui pratiquent de l'activité physique et, de ce fait, réduisent le fardeau du système de santé. Nous pensons que cette mesure répondrait à la première question que vous avez posée concernant les mesures fiscales ou les dépenses que le gouvernement devrait envisager dans le prochain budget pour que les citoyens soient en bonne santé, et les bonnes compétences, etc., pour leur propre bénéfice et celui de leur employeur.

Nous félicitons le gouvernement du Canada d'avoir créé le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants. Nous estimons en effet que, plus les Canadiens commenceront tôt à participer à des activités de conditionnement physique, plus ils auront de chances d'y participer durant toute leur vie. Monsieur le président, votre comité adressera des recommandations au nouveau gouvernement du Canada sur l'amélioration de notre compétitivité au sein de l'économie mondiale.

Un élément de plus en plus important de notre succès sera la productivité et la santé de notre population active. Si le Canada veut être un chef de file mondial, rehausser la productivité de ses travailleurs sera un élément crucial du succès. Nous espérons que toutes les décisions futures du gouvernement seront bénéfiques à

tous les Canadiens, quel que soit leur âge, qui participent à des activités de conditionnement physique comme les femmes qui jouent au soccer, les hommes qui jouent au hockey ou au basket-ball, ou les gens qui utilisent les centres de conditionnement physique financés par les municipalités. Une telle mesure produira une société plus active et réduira les coûts de la lutte contre l'obésité et d'autres maladies tout en accroissant la productivité au travail.

Nous avons entrepris cette campagne au nom de tous les Canadiens qui sont actifs sur le plan physique. Comme nous représentons 2 millions de personnes qui s'entraînent dans les centres exploités par nos membres, nous possédons la capacité organisationnelle et avons le désir de faire progresser cette campagne au nom de tous les Canadiens.

Durant le mois de septembre, plus d'un million de cartes postales préimprimées ont été déposées dans nos 2 000 centres de conditionnement physique et seront envoyées directement au ministre des Finances. En outre, des cartes postales seront envoyées par Internet au très honorable Stephen Harper, au ministre des Finances, l'honorable Jim Flaherty, et aux députés fédéraux.

Pourquoi le gouvernement devrait-il accorder une déduction d'impôt au titre des droits d'inscription à un centre de conditionnement physique? Je donne plusieurs raisons dans mon mémoire mais je n'en mentionnerai que trois aujourd'hui. Premièrement, cela encouragera les Canadiens à être plus actifs, à être en meilleure santé et à être plus productifs au travail. Deuxièmement, un tiers des adultes du Canada courent un risque d'invalidité physique, de maladie ou de décès prématuré à cause de l'obésité, et cette mesure contribuera à réduire ce risque. Troisièmement, le coût total de l'obésité en 1997 représentait 2,4 p. 100 de nos dépenses totales de santé. Ce programme contribuera à réduire ces chiffres.

Nous savons que l'obésité deviendra la principale cause de décès au cours des 20 prochaines années. Or, il est prouvé qu'un entraînement régulier comprenant des exercices de musculation et des exercices cardio-vasculaires, conjugué à une bonne alimentation, peut prévenir ou considérablement réduire les risques de maladie. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'exercice physique régulier réduit le risque de décès par crise cardiaque ou accident cérébrovasculaire, facteurs qui sont à l'origine d'un tiers de tous les décès. Cela peut réduire aussi de 50 p. 100 le risque de cardiopathie ou de cancer du côlon, et de 50 p. 100 le risque de diabète de type II. L'exercice physique régulier peut contribuer à prévenir l'hypertension, l'ostéoporose et les douleurs lombaires, à réduire le stress et l'anxiété, à réduire les comportements à risque comme le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie, à contrôler le poids et réduire de 50 p. 100 le risque d'obésité, à assurer la santé du squelette, des muscles et des articulations, et à gérer des douleurs telles que les douleurs lombaires et les douleurs aux genoux.

Si nous en croyons les déclarations mêmes des membres du gouvernement, celui-ci partage ces objectifs et nous tenons à lui dire que nos membres les partagent aussi. Le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants était un premier pas dans la bonne voie mais nous croyons que le gouvernement peut faire plus en l'accordant à tous les Canadiens, quel que soit leur âge.

Le gouvernement devrait encourager ce comportement au moyen d'un crédit d'impôt offert à tous les Canadiens, jeunes et moins jeunes, qui font un effort pour prendre soin de leur santé et, ce faisant, réduisent les coûts des soins de santé et rehausser la productivité au travail.

Merci.

• (0920)

**Le président:** Merci beaucoup, M. Hardy.

Nous continuons avec Bernie Blais, président-directeur général de la Northern Lights Health Region.

Bienvenue, monsieur. Vous avez cinq minutes.

[Français]

**M. Bernie Blais (directeur général, Northern Lights Health Region):** Merci, monsieur le président.

Bonjour, j'aimerais souhaiter à tous la bienvenue à Fort McMurray.

[Traduction]

Avant de commencer, je veux vous donner un aperçu de notre région qui ne se limite pas à Fort McMurray. Nous avons aussi la partie à l'ouest où il n'y a aucun liaison naturelle ni aucune route. Il n'y a pas de liaisons aériennes et tous nos déplacements doivent être organisés en passant par Edmonton. C'est une région assez complexe, à bien des égards.

Ce matin, je suis très heureux de vous présenter un exposé de nos défis et j'espère apprendre ce que votre comité permanent peut faire pour nous, ici même, à Fort McMurray. Les remarques que je vais faire sont cruciales du point de vue de la durabilité de notre système de santé dans la Northern Lights Health Region.

Les effets cumulés de l'exploitation des sables bitumineux, d'une croissance démographique rapide et de l'absence d'investissements dans nos capacités en ressources humaines — et si vous croyez qu'il faut longtemps pour former un technicien, songez au temps qu'il faut pour former des professionnels de la santé comme les médecins — font que le manque d'infrastructures et de crédits et le coût élevé des logements nous empêchent de dispenser des services de santé efficaces dans notre région.

Avec une population de 80 000 personnes, selon le recensement actuel — ce qui ne comprend pas la population des camps ou la population fantôme qui existe dans notre région, cette population invisible qui, selon certains, n'habite pas ici — vous pouvez voir que notre système de santé est en difficulté. Environ 53 milliards de dollars de projets ont été identifiés dans notre communauté pour les quatre prochaines années, ce qui serait l'équivalent de 662 milliards à Edmonton ou Calgary si on faisait un calcul par habitant. Nous avons donc de bonnes raisons d'être inquiets. Si l'on rapportait ces chiffres à la population d'Ottawa, ce serait probablement équivalent à 800 milliards de dollars. Voilà comment nous voyons le monde dans le système de santé. Nous craignons de ne plus pouvoir dispenser les services nécessaires.

Il va sans dire que ces défis sont les plus énormes que nous ayons jamais eu à relever. Sommes-nous en crise? Absolument.

Ressources humaines. Nous n'avons pas assez de gens, de médecins, d'infirmières, de professionnels de la santé. Notre infrastructure n'est pas suffisante. Nous avons aujourd'hui 102 lits pour soins de courte durée pour dispenser tous les services qu'on nous demande de fournir. Si cette situation existait n'importe où ailleurs au Canada, on interviendrait immédiatement. Nous, on nous laisse nous débrouiller tout seuls pour relever ces énormes défis issus d'une pression démographique inexorable.

Financement. Nous avons actuellement un gros déficit, alors que la loi nous interdit d'en avoir, ce qui est une autre source de pression considérable. Les coûts du logement sont un obstacle extraordinaire qui nous empêche de recruter et de conserver notre personnel. Nous n'avons tout simplement pas les conditions nécessaires pour

conserver nos gens. Elles n'existent pas dans le système de santé. Pourquoi travailler ici quand on peut obtenir le même salaire et les mêmes avantages sociaux n'importe où ailleurs? Les médecins, les infirmières et les autres professionnels de la santé gagnent exactement le même salaire partout en Alberta. C'est un autre défi.

Il est essentiel d'investir dans les infrastructures de collectivités comme Fort McMurray si l'on veut préserver l'un des moteurs économiques du Canada. L'exploitation des sables bitumineux profite à tout le pays sauf aux gens qui vivent ici, à Fort McMurray et dans la Northern Lights Health Region. Or, ces gens ont droit à un accès raisonnable aux soins de santé primaires et aux soins d'urgence.

Nous perdons du terrain. Nous avons actuellement un taux de vacance de 41 p. 100 pour les médecins et de 20 p. 100 pour notre personnel général. Ces derniers mois, nous avons encore perdu six médecins et le taux a probablement beaucoup augmenté.

Le manque d'investissements dans les infrastructures exacerbe la situation et nous n'avons tout simplement pas le moyen de dispenser les services qu'on attend de nous.

On a très peu fait jusqu'à présent et nous ne pensons pas que nos arguments soient pris en compte comme ils devraient l'être.

Qu'est-ce que le gouvernement peut faire pour nous dans la Northern Lights Health Region? Il doit investir dans les infrastructures, il doit offrir des incitatifs pour former des professionnels de la santé dans les collectivités septentrionales ou rurales comme la nôtre et, avec le gouvernement provincial, il doit fournir des incitatifs comme une allocation d'emploi dans le Nord. Comme j'ai été sous-ministre de la santé et des services sociaux au Nunavut, je connais l'importance de ces facteurs : des incitatifs fiscaux ou des subventions au logement pour surmonter ces obstacles importants au recrutement et à la conservation du personnel.

Nous devons également essayer d'investir dans une stratégie durable de ressources humaines pour le secteur de la santé. Voyez le nombre de personnes qui prennent leur retraite... 150 000 infirmières vont quitter la profession et il n'y en a pas 150 000 autres qui sont prêtes à les remplacer.

Les problèmes des collectivités septentrionales et rurales du Canada, notamment de Fort McMurray à cause de sa croissance exceptionnelle, sont très graves et doivent être réglés. Nous attendons votre aide pour régler nos problèmes de ressources humaines et d'infrastructures.

Merci.

• (0925)

**Le président:** Merci beaucoup, M. Blais, et merci à tous pour vos exposés.

Nous allons maintenant ouvrir la période des questions en commençant avec Michael Savage pour sept minutes.

**M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins.

Je dois dire que c'est un grand plaisir d'être ici à Fort McMurray. Je viens de la Nouvelle-Écosse et je crois comprendre que je ne suis pas le seul néo-écossais aujourd'hui à Fort McMurray. Pendant les quelques heures où j'ai été éveillé, j'ai rencontré des gens de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve chez Smitty's.

Je vais m'adresser à vous dans l'ordre de vos comparutions.

**M. Budnarchuk**, c'est un plaisir de vous revoir. Nous nous sommes vus à Ottawa. Vous avez parlé d'abolir la TPS sur les livres, ou de la réduire. En Alberta, il n'y a pas de taxe à la consommation, n'est-ce pas?

**M. Steve Budnarchuk**: C'est exact.

**M. Michael Savage**: Avez-vous l'indication que les livres se vendent mieux ici qu'en Saskatchewan ou en Colombie Britannique à cause de l'absence de cette taxe?

**M. Steve Budnarchuk**: C'est une bonne question, sauf que les livres ne sont imposés nulle part et qu'il n'a jamais été possible de mesurer l'évolution des ventes en fonction d'un changement de régime fiscal. Je ne saisis pas très bien le sens de votre question. La seule taxe est la taxe fédérale. Il n'y a jamais eu de taxe provinciale sur les livres et l'impact a donc probablement été le même partout au pays.

**M. Michael Savage**: Quand la TPS a été harmonisée dans les provinces maritimes — je veux parler des provinces de l'Atlantique, à l'origine, sauf l'Î.-P.-E. — il y a eu de longs débats sur les articles qui devaient être touchés. À l'origine, les livres étaient sur la liste des articles qui ne devaient pas être frappés de TPS, n'est-ce pas?

**M. Steve Budnarchuk**: C'est juste et ça n'a pas changé.

**M. Michael Savage**: Cela a-t-il eu une incidence sur les ventes de livres par rapport au reste du pays?

**M. Steve Budnarchuk**: En fait, je peux vous parler de la situation opposée. Dans les provinces où la TVH est en vigueur, les livres accompagnés d'un élément additionnel, notamment les livres scolaires sur les campus de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve, les livres vendus avec un CD-ROM ou un code d'accès à Internet pour obtenir d'autres informations, ont été brièvement frappés de la TVH complète. Ils ont été temporairement considérés comme autre chose que des livres, ce qui a certainement eu un effet négatif sur les ventes et a obligé les étudiants à les payer plus cher que prévu. Heureusement, ces provinces ont ensuite pris la tête d'un mouvement de changement de la définition de ce type de livres et, aujourd'hui, ils ne sont plus frappés de la TVH.

• (0930)

**M. Michael Savage**: Je suis d'accord avec vous. Je pense que nous devons faire tout notre possible pour encourager la vente de livres et la production de livres par des auteurs canadiens.

Sur une note un peu politicienne — ce qui est rare dans notre comité — mon père fut premier ministre de la Nouvelle-Écosse et le premier à faire en sorte que les livres ne soient pas taxés, ce qui fut une bonne chose je crois.

Pour continuer dans le même esprit, vous avez mentionné la TPS et avez applaudi à sa réduction. Pensez-vous que réduire les recettes fédérales de la TPS de 1 p. 100 soit la meilleure solution ou pensez-vous qu'il eut été préférable de se concentrer sur les livres, le mazout ou d'autres articles de première nécessité?

**M. Steve Budnarchuk**: Personnellement, bien sûr, je pense qu'il serait plus cohérent d'abolir la TPS sur les livres. Songez à l'incidence sur l'alphabétisme. Il me semble que ce genre de taxe est tout à fait contre-intuitif car c'est en fait une taxe sur l'alphabétisation. Le taux d'analphabétisme dans notre pays nous coûte très cher en services sociaux et sur le plan économique en général. Je crois que nous pourrions réaliser d'énormes économies si nous

réussissions à l'accroître. Si la réduction de la TPS pouvait y contribuer, ce serait...

**M. Michael Savage**: Je réserve pour le moment ce que je pourrais dire sur l'alphabétisme.

Voici une question pour Dave Hardy. Comme je vous l'ai dit plus tôt, ou comme vous l'avez dit, Dean Hartman est quelqu'un du Canada atlantique en qui j'ai beaucoup confiance. Il possède une chaîne de centres de conditionnement physique. Possédez-vous...

**M. David Hardy**: Oui, je possède cinq clubs à Edmonton sous la marque Club Fit.

**M. Michael Savage**: J'approuve ce que vous demandez. Le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer 1 p. 100 de ses recettes totales au conditionnement physique.

**M. David Hardy**: C'est pour l'action préventive...

**M. Michael Savage**: Oui, la santé et le bien-être. Quel pourcentage faudrait-il prélever là-dessus pour offrir les crédits d'impôt que vous demandez?

**M. David Hardy**: Considérant le coût d'un crédit d'impôt, nous estimons que cette initiative coûterait environ 150 millions de dollars.

**M. Michael Savage**: C'est une somme relativement minime.

**M. David Hardy**: Considérant nos dépenses totales de santé et le fait que cette mesure contribuerait à la prévention, je pense qu'on pourrait fort bien arguer qu'elle ferait économiser de l'argent au gouvernement à terme.

**M. Michael Savage**: Je suis d'accord. Vous dites aussi dans votre mémoire que vous représentez plus de 2 millions de Canadiens qui font de l'exercice physique dans vos clubs et que vous avez aussi la capacité organisationnelle et le désir de faire avancer cette campagne au nom de tous les Canadiens qui participent à une activité physique organisée. J'en conclus que vous seriez d'accord pour que cette mesure s'applique non seulement aux adultes mais aussi à la danse et à d'autres formes d'activité?

**M. David Hardy**: En ce qui concerne le crédit d'impôt pour l'activité physique des enfants, un comité a été mis sur pied pour recueillir l'avis des Canadiens sur les activités qui devraient en bénéficier. Nous pensons qu'il faudrait faire la même chose si le crédit d'impôt était accordé aux adultes afin de ne pas se limiter seulement aux clubs de gymnastique mais l'appliquer aussi au hockey masculin et féminin, au soccer et à d'autres sports.

**M. Michael Savage**: Comme vous êtes une association professionnelle, vous représentez des entreprises. Je me demande si vous avez réfléchi à ce que le gouvernement devrait faire. Il y a beaucoup de gens qui n'ont pas les moyens de s'inscrire un club de conditionnement physique, avec ou sans crédit d'impôt. Je pense que le crédit d'impôt serait utile mais il y a beaucoup de gens qui n'ont tout simplement pas les moyens d'adhérer à un club.

D'après vous, que devrait faire le gouvernement pour encourager les Canadiens à revenus modiques à faire du conditionnement physique?



**M. David Hardy:** Il y a 20 ans, l'adhésion à un club de gymnastique coûtait en règle générale entre 80 \$ et 100 \$ par mois. Aujourd'hui, c'est 29 \$ par mois. Aller dans un club de gymnastique ne coûte donc relativement pas cher et c'est parce qu'il y a beaucoup plus de participants. Au cours des cinq dernières années, le taux de participation aux clubs de gymnastique est passé de 10 p. 100 à 15 p. 100 de la population. Ce grand nombre de participants permet à l'industrie de maîtriser ses coûts. Je ne sais pas si une carte de 29 \$ par mois serait un si grand obstacle pour beaucoup de gens. Ce serait certainement un très petit pourcentage de la population.

Nous pensons que le crédit d'impôt enverrait aux Canadiens le bon message que le gouvernement est favorable à cette initiative et l'appuie.

**Le président:** Très bien. Merci beaucoup. Le temps de parole de M. Savage est écoulé.

Je dois peut-être préciser aux membres du comité que je suis pratiquement sûr que M. Hardy ne propose pas d'appliquer le crédit d'impôt à la course pour aller au buffet de midi.

C'est un défi pour notre comité. Nous passons beaucoup de temps assis et nous sommes conscients de l'importance de l'exercice physique.

[Français]

Monsieur St-Cyr, vous disposez de sept minutes.

**M. Thierry St-Cyr (Jeanne-Le Ber, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous d'être venus. Comme j'ai l'habitude de le dire au début de chaque présentation, je comprends votre frustration de devoir résumer votre point de vue en seulement cinq minutes, mais dites-vous que pour nous aussi il est frustrant de n'avoir que quelques minutes pour vous poser des questions.

Je m'adresse d'abord à Mme Blake. J'ai remarqué, à la page 10 et suivantes de votre mémoire, que vous parliez de la nécessité d'investir dans les infrastructures, donc, que plus d'argent devrait y être consacré. On entend ce commentaire partout au Canada. On voit l'état des routes un peu partout. À Montréal, il y a des problèmes d'égouts et d'aqueducs, ceux-ci nécessitant des réfections majeures. Le comité a été à même de constater, au Yukon, des problèmes d'accotements instables, ce qui pourrait plonger les gens dans une situation assez embarrassante.

Récemment, il était question dans *L'Actualité* — le pendant francophone de *Maclean's* — de la valeur très élevée des maisons dans cette région. Par conséquent, les impôts fonciers le sont aussi.

Pourquoi le comité devrait-il recommander qu'on investisse dans les infrastructures chez vous plutôt qu'à Montréal, Whitehorse ou ailleurs?

• (0935)

[Traduction]

**Mme Melissa Blake:** Merci beaucoup.

Pendant les cinq minutes qui m'étaient accordées ce matin, je n'ai pas pu vous parler du taux de croissance de notre population. Toutes les municipalités du Canada font face à des problèmes similaires sur le plan des infrastructures mais nous, nous devons aussi faire face à des problèmes avec le personnel d'entretien régulier. Je sais qu'il y a de vieilles infrastructures à Montréal, tout comme il y en a à Fort McMurray et dans le reste de l'Alberta. Ce qui est différent à Fort McMurray, c'est une croissance démographique de 8 p. 100 par an depuis six ans et qui doit continuer à ce rythme pendant cinq ans. Selon les prévisions, ça nous amènera seulement à une production de

2 millions de barils de pétrole. Si nous passons à 3 millions en 2015-2020 et à 5 millions en 2030, la population continuera d'augmenter. Nous avons les mêmes problèmes que tout le monde mais nous n'avons pas les ressources financières nécessaires pour y faire face.

Les sables bitumineux contribueront plus sur le plan financier dans 5, 7 et 10 ans mais, pour le moment, nous n'avons pas assez d'argent. Notre dette est égale à 80 p. 100 de deux fois nos recettes, ce qui est plus que ce qui est autorisé à n'importe quelle autre municipalité de l'Alberta. C'est trois fois plus qu'à Edmonton ou Calgary. Si vous comparez avec le reste du Canada, vous verrez que nous avons déjà la plus grosse dette de toutes les municipalités. Nous n'avons pas assez de ressources pour faire plus que ce que nous faisons maintenant.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Je vous remercie beaucoup.

Je m'adresse maintenant à M. Budnarchuk. Parlons de la question de la TPS et des livres. Depuis longtemps, le Bloc québécois demande que les livres soient exemptés de la TPS. D'ailleurs, au Québec, il n'y a pas de taxe de vente provinciale sur les livres. Je me souviens qu'on a eu une discussion importante. Il y avait deux courants d'opinion différents.

Selon vous, les livres sont-ils des biens essentiels? Il n'y a pas de TPS sur les produits de base, mais il y en a sur les produits qui ne sont pas de première nécessité. Dans une société moderne et évoluée, les livres sont-ils aussi nécessaires que la nourriture, ou s'agit-il plutôt d'un produit haut de gamme? Qu'en pensez-vous?

[Traduction]

**M. Steve Budnarchuk:** C'est une excellente question. Je vous en remercie.

Je pense que l'augmentation du chiffre d'affaires et de la clientèle des librairies et des bibliothèques dans tout le pays montrent que la santé de l'esprit est aussi importante que la santé du corps. À Edmonton et Calgary, par exemple, les grandes bibliothèques publiques ont enregistré une hausse importante du nombre de visites, et pas seulement pour utiliser les terminaux Internet mais aussi pour emprunter des livres. Pour lire.

Nous pensons que la lecture est essentielle pour savoir bien lire et écrire. Il est évident pour nous que l'accès aux livres est fondamental. C'est tout aussi important que le conditionnement physique et la santé.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Je vais continuer rapidement. J'ai sûrement le temps de poser une troisième question.

Je m'adresse maintenant à M. Hardy. Vous avez parlé, lors de votre présentation, de votre campagne en faveur de l'application du crédit d'impôt à tous les individus, et non pas seulement aux jeunes. Vous avez parlé d'une campagne de cartes postales que vous avez distribuées dans les centres de conditionnement physique. Si je reçois à mon bureau beaucoup de ces cartes postales, je vais présumer qu'elles proviennent toutes de gens qui fréquentent déjà les centres de conditionnement physique.

En quoi cela encouragerait-il de nouvelles personnes qui auparavant ne faisaient pas d'entraînement physique?

• (0940)

[Traduction]

**M. David Hardy:** Merci de cette question.

Pour ce qui est de prêcher aux convertis ou d'encourager les gens qui sont déjà convaincus et qui sont membres des clubs de conditionnement physique, les cartes que nous envoyons le sont évidemment au nom de tous nos membres et pas seulement au nom des entreprises commerciales. Des YMCA de tout le Canada et des organisations municipales en ont également signé. Évidemment, ces gens-là sont déjà convertis et connaissent les bienfaits de l'exercice physique. Si le gouvernement envoie un message comme il l'a fait avec le crédit d'impôt pour les enfants, ça dira aux familles canadiennes qu'il pense que c'est important et ça les encouragera à participer aussi.

On parle continuellement d'imposer une sainte taxe sur les mauvais aliments que consomment nos enfants, ou même leurs parents, pour les en dissuader. Nous pensons qu'il serait préférable de faire du renforcement positif en récompensant les gens qui prennent soin de leur santé, et c'est ce que nous proposons avec cette recommandation.

[Français]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur St-Cyr.

[Traduction]

Nous continuons maintenant avec M. Mike Wallace. Vous avez sept minutes.

**M. Mike Wallace (Burlington, PCC):** Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins.

J'ai plusieurs questions à poser, en commençant avec le maire Blake.

Je viens du secteur municipal. J'ai été élu en janvier seulement et je suis de l'Ontario.

Pourriez-vous m'expliquer brièvement... Je ne comprend pas votre structure locale parce que je ne la connais pas. Les entreprises qui s'implantent ici doivent-elles payer des taxes d'installation pour vous aider à financer vos infrastructures? Pourriez-vous m'expliquer ça brièvement?

**Mme Melissa Blake:** Merci. Ce qui se passe avec les 100 milliards de dollars de sables bitumineux dont j'ai parlé, c'est que les entreprises contribueront en versant des redevances au gouvernement de l'Alberta qui les redistribuera dans toute la province. La contribution des entreprises au niveau municipal se fait par le truchement de l'impôt foncier.

Les entreprises commencent à contribuer plus à nos recettes fiscales quand elles commencent à produire du pétrole. Donc, si vous avez un projet qui prend 3, 4 ou cinq ans à entrer en production, nous n'en tirons pas de recettes importantes pendant cette période.

**M. Mike Wallace:** Il n'y a donc pas de taxes d'installation en Alberta? C'est bien ça?

**Mme Melissa Blake:** Non, il n'y en a pas que je puisse imposer.

**M. Mike Wallace:** Bien. De toutes façons, ça ne se ferait pas par le truchement du gouvernement fédéral mais par celui d'une loi provinciale, n'est-ce pas?

**Mme Melissa Blake:** C'est exact.

**M. Mike Wallace:** Avez-vous envisagé cette option?

**Mme Melissa Blake:** Oui, dans le cadre de notre intervention devant l'AEUB, nous avons demandé ce que nous appelons des ententes industrielles qui seraient relativement différentes des taxes hors site mais reposeraient sur le même principe, c'est-à-dire sur une contribution directe des promoteurs au financement des infrastructures.

Nous avons discuté directement avec les sociétés pétrolières pour voir comment nous pourrions les amener à contribuer dès le début.

**M. Mike Wallace:** Je vois.

**Mme Melissa Blake:** Nous avons demandé au gouvernement de modifier la loi sur les municipalités pour nous permettre de gérer l'impôt différemment afin de séparer les machines et l'équipement de l'assiette fiscale commerciale mais, si vous voulez savoir quel est mon problème, c'est que, même si je doublais le taux d'imposition de chaque contribuable de la région, je ne pourrais toujours pas financer les infrastructures requises. Donc, si je pouvais séparer l'industrie des commerces... ça me donnerait peut-être plus de marge de manoeuvre mais, en tout cas, à l'heure actuelle, nous ne recevons rien pendant un certain temps.

**M. Mike Wallace:** Mais savez-vous, madame, qu'il y a dans d'autres provinces ce qu'on appelle une taxe d'accueil pour les gens qui viennent s'installer dans nos collectivités.

**Mme Melissa Blake:** Comme je l'ai dit, nous cherchons des solutions et nous continuerons d'étudier celle-là. Merci du renseignement.

**M. Mike Wallace:** J'ai une question à poser à nos amis du Northern Alberta Institute of Technology et à l'Association. Pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait donner de l'argent directement aux étudiants plutôt qu'aux instituts?

**M. Sam Shaw:** En ce qui concerne le crédit d'apprentissage offert aux entreprises pour les inciter à envoyer leurs ouvriers obtenir une formation d'apprenti, je pense qu'il est très bon. Il faut le maintenir.

Par contre, il faut se pencher aussi sur les problèmes du système d'apprentissage, notamment sur le taux de décrochage qui est un problème énorme. C'est bien beau de les faire entrer dans un programme mais il faut aussi qu'ils y restent. À mon avis, il faut faire quelque chose à ce sujet.

• (0945)

**M. Mike Wallace:** Abandonnent-ils pour des raisons d'ordre financier?

**M. Sam Shaw:** Je pense qu'un des facteurs clés est qu'on n'a aucune difficulté à leur faire franchir la porte quand l'économie va bien. Ce qui est difficile, c'est d'essayer de leur faire reprendre des études, ou de les achever, car les nouveaux projets leur offrent énormément d'occasions. C'est l'un des problèmes actuellement.

Pour ce qui est de sommes spécialement destinées aux étudiants, pour leur donner des bourses par exemple, je pense qu'il nous a fallu longtemps pour comprendre que nous avons des programmes d'enseignement d'un an et de deux ans au Canada. Je crois certainement qu'il faut se pencher plus sur l'offre de bourses en travaillant avec les provinces et avec les entreprises étant donné l'augmentation constante des frais de scolarité dans les établissements d'enseignement.

**M. Mike Wallace:** Autre question. Pensez-vous que le gouvernement devrait court-circuiter la province ou travailler avec elle? D'après vous, quels devraient être leurs rôles respectifs en ce qui concerne l'enseignement supérieur?

**M. Sam Shaw:** Évidemment, l'enseignement relève des provinces mais, si l'on examine les lois adoptées au cours des 50 dernières années, on constate que le gouvernement fédéral a exercé une influence énorme sur l'enseignement supérieur.

Je répète que j'encourage le gouvernement fédéral à oeuvrer avec les provinces ainsi qu'avec certaines parties prenantes, comme les associations d'étudiants, pour analyser les problèmes auxquels nous faisons face si nous voulons avoir la participation voulue à l'économie du savoir et être compétitifs.

**M. Mike Wallace:** J'ai une autre question pour M. Hardy. Vous avez approuvé notre plan destiné à favoriser l'activité physique des jeunes au moyen d'une incitation fiscale.

Vous avez bien dit que votre recommandation coûterait environ 150 millions de dollars?

Ça fait trois jours que nous tenons des audiences publiques. Si je totalise seulement ces trois jours, ça fait déjà 6 milliards de dollars. Tout le monde veut de l'argent. Je sais que ça va vous surprendre mais ne pensez-vous pas qu'une démarche plus progressive serait plus adéquate?

Je vis dans une localité où il y a pas mal de personnes âgées, par exemple — en fait, pour être tout à fait franc avec vous, il y en a beaucoup — qui me disent souvent que c'est bien beau de s'occuper des jeunes, mais que fait-on pour les vieux?

Avez-vous envisagé une approche plus progressive plutôt que d'accorder un incitatif fiscal à quiconque signera un formulaire d'adhésion?

**M. David Hardy:** Tout d'abord, nous considérons dans notre secteur que les personnes âgées seront notre plus grande source de croissance, pas seulement à cause de la croissance de la population mais aussi parce que les personnes âgées deviennent plus actives et s'occupent plus de leur santé. C'est un groupe que notre initiative respecterait aussi.

Nous disons aussi que notre plan pourrait s'inspirer du crédit d'impôt pour le conditionnement physique des enfants, c'est-à-dire que ce ne serait pas un chèque en blanc mais qu'il y aurait une limite de 500 \$.

Pour ce qui est d'une approche progressive, c'est le comité ou le gouvernement qui fixera les critères d'admissibilité. Nous pensons que le crédit d'impôt devrait être offert aux Canadiens de tout âge, y compris aux personnes âgées, et qu'il pourrait être mis en place de manière progressive.

**M. Mike Wallace:** À l'heure actuelle, votre organisation ne représente que des entreprises à but lucratif, n'est-ce pas?

**M. David Hardy:** Ce sont elles qui payent nos dépenses mais nous demandons que cette initiative englobe les organismes à but non lucratif, les YWCA... Toute activité sportive serait admissible.

**M. Mike Wallace:** Vous dites qu'il y a eu de la croissance. Les frais d'adhésion à vos centres ont considérablement baissé au cours des dernières années mais vous constatez encore une croissance de la participation de 10 p. 100 à 15 p. 100. Ça représente 5 p. 100 de la population? C'est bien ça?

**M. David Hardy:** C'est ça.

**M. Mike Wallace:** Avez-vous une idée de ce que serait le taux de croissance s'il y avait un incitatif fiscal pour tout le monde?

**M. David Hardy:** Non.

**Le président:** Merci.

Votre temps de parler est écoulé. Nous continuons avec Mme Wasylycia-Leis, pour sept minutes.

**Mme Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Nord, NPD):** Merci beaucoup.

Nous venons tout juste d'arriver à Fort McMurray et c'est vraiment une découverte pour nous. Nous avons été frappés par les remarques de certaines personnes avec qui nous avons parlé hier soir, par exemple sur les sommes qu'on peut gagner très vite ici et sur les problèmes qui se posent. Hier soir, on nous a parlé d'un énorme problème de drogues. Les gens gagnent tellement d'argent tellement vite qu'ils ne savent pas comment le dépenser de manière responsable.

En écoutant Melissa, ça m'a rappelé que Jeffrey Simpson a écrit des éditoriaux très intenses dans *The Globe and Mail*. Je me suis dit qu'il avait dû interroger des gens de la municipalité. Il parlait du fait qu'il n'y a eu aucun plan structuré de mise en valeur des sables bitumineux et que personne ne maîtrise la situation. Il disait aussi que la municipalité n'est pas en mesure de faire face aux besoins de santé, de logement ou de services sociaux d'une population en pleine croissance.

Je ne fais pas de sectarisme politique, je cite :

...les Conservateurs [de Harper] ne font rien au sujet des gaz à effet de serre... et le gouvernement Klein, qui sera bientôt le gouvernement de quelqu'un d'autre, est à côté de la plaque sur quasiment tout ce qui concerne la gestion des sables bitumineux...

Que peut-on faire maintenant? Que peuvent faire les députés fédéraux pour vous aider à faire face aux problèmes de Fort McMurray et à tirer des leçons utiles pour l'avenir?

Je commence avec Melissa mais vous pouvez sans doute tous répondre.

● (0950)

**Mme Melissa Blake:** Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissante de souligner la couverture médiatique de la région. Et on ne parle pas de nous que dans les journaux canadiens. Nous accueillons chaque semaine des gens du monde entier qui veulent nous parler de notre situation. C'est le pétrole qui est derrière tout ça. Ce sont les sables bitumineux et la demande mondiale de pétrole qui suscitent cet intérêt.

Nous avons avancé sur ce front d'un point de vue économique parce que c'est ce qui est cohérent ici. Quand vous parlez de l'absence de plan, ça doit être un plan holistique englobant la protection environnementale, un taux d'expansion adéquat, les gens qui sont touchés. Quand vous entendez parler de la santé et du déséquilibre absolu entre les ressources et les besoins, vous comprenez que nous n'en sommes encore qu'à des emplâtres sur des jambes de bois.

À l'heure actuelle, chaque fois que nous avons un problème important, nous essayons de trouver la solution. Ce que je veux défendre, c'est l'idée que les trois paliers de gouvernement devraient coopérer pour mettre en place les infrastructures qu'exige cette population croissante par rapport à ce qui est approprié comme mise en valeur des sables bitumineux. Nous n'avons pas encore ça. C'est la première fois que nous avons l'occasion de nous adresser à un comité multipartite du palier fédéral et nous vous en sommes reconnaissants.

La première chose à faire est de prendre acte de la réalité, mais la suivante, c'est de coordonner les interventions et d'éteindre les incendies à mesure qu'ils éclatent.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** M. Blais.

**M. Bernie Blais:** Je suis d'accord avec le maire Blake. La grande question pour nous est la même. Nous travaillons bien avec les secteurs publics locaux et nous travaillons bien aussi avec l'industrie pétrolière. Nous essayons de nous assurer que nous sommes tous à la même table. Le problème est que le gouvernement n'y est pas.

Nous ne recevons donc aucune aide. Tout notre financement et toute l'infrastructure viennent d'une seule source. Je peux vous dire que nous n'avons reçu aucun budget pour réaliser des travaux d'infrastructure au cours des cinq dernières années.

Au fond, nous avons proposé différentes méthodes pour régler ces questions collectivement. Nous participons actuellement aux audiences de l'Office national de l'énergie où nous défendons pour la première fois notre cause car c'est le seul organisme devant lequel nous devons nous faire entendre — en plus de votre comité.

Le gouvernement fédéral pourrait jouer un rôle déterminant, avec le gouvernement provincial, pour régler les problèmes d'infrastructure et cibler les secteurs de croissance, comme celui-ci — c'est assez particulier. Comme je l'ai dit, j'ai travaillé partout au Canada, de Montréal à Vancouver, et je n'ai jamais vu ce genre de situation exponentielle. Ce n'est pas simplement une croissance normale, c'est aussi une croissance dans le secteur de la construction et partout ailleurs, ce qui fait que nous n'avons pas assez de capacité.

Je pense qu'il pourrait y avoir une démarche commune, le gouvernement fédéral jouant aussi un rôle. J'ai constaté qu'il a récemment annoncé de l'argent pour des routes. Peut-être pourrait-il faire la même chose pour des régions comme la nôtre qui contribuent de manière importante aux recettes du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux en créant des emplois par milliers. Si nous n'investissons pas ici, qu'allons-nous devenir? En fin de compte, je pense que nous avons une chance à saisir.

La situation est incroyable dans le secteur des ressources humaines. Comment pouvons-nous laisser la situation se détériorer, pas seulement ici à Fort McMurray mais partout au Canada? Nous devons nous pencher sur le problème des ressources humaines dans le secteur de la santé car c'est crucial. Personnellement, je pense que la santé est un moteur économique pour le Canada.

Je viens de signer un contrat de recrutement international. Je dois investir des millions de dollars pour recruter à l'étranger afin de survivre.

Les investissements destinés à produire des professionnels de la santé devraient se faire ici, au Canada. Quand on pense au temps qu'il faut pour former ces professionnels — quatre ans pour une infirmière, sept ans pour une infirmière praticienne et un médecin, 14 ans pour un spécialiste — il est clair que nous n'aurions aucun résultat concret avant 5 ou 10 ans mêmes si nous commençons aujourd'hui. Notre seul espoir est donc de recruter à l'étranger et j'estime que c'est particulièrement regrettable pour Fort McMurray.

Si l'on examine le volume de notre activité hors région, 28 p. 100 de nos patients vont se faire traiter ailleurs qu'à Fort McMurray, et c'est une proportion qui augmente sans cesse de manière exponentielle. Je n'ai vu ça nulle part ailleurs. Généralement, la proportion est inférieure à la moitié de la nôtre.

Si nous ne réglons pas ce problème de capacité et, surtout, de ressources humaines, les régions du nord du Canada — et encore plus Fort McMurray à cause de sa croissance, du coût du logement, etc. — ne pourront plus faire concurrence ni fournir les services exigés par la population. Personnellement, je pense que nous sommes au bord d'une crise et qu'il serait impardonnable de ne pas régler ces problèmes collectivement.

C'est un avis personnel mais j'en suis fermement convaincu. Sur le plan des ressources humaines et des infrastructures dont a besoin la municipalité, ainsi que des infrastructures de la santé, le gouvernement fédéral pourrait changer considérablement les choses.

Merci.

● (0955)

**Le président:** Merci.

Il ne vous reste que quelques secondes, Mme Wasylycia-Leis.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** J'aimerais savoir ce que pensent les autres témoins des pénuries de compétences.

**Le président:** Désolé, votre temps de parole est écoulé.

Si vous me le permettez, je vais poser ma question avant de passer au deuxième tour.

J'ai lu récemment dans la revue *Options politiques* que l'ex-premier ministre provincial Lougheed a dit que la situation actuelle est « une pagaille » et qu'on est « en train de tuer la poule aux oeufs d'or » avec un développement beaucoup trop rapide. Vous venez d'ailleurs de nous en décrire certaines conséquences.

Vous parlez de pénurie d'employés et de travailleurs. Pour ceux d'entre nous qui se souviennent de l'époque où ils étaient étudiants, il peut paraître incroyable qu'une personne ayant très peu de compétences puisse gagner 50 000 \$ ou 80 000 \$. Ça doit avoir un effet incroyable sur les taux de décrochage.

Je veux vous demander, M. Shaw — et je réagis un peu quand vous semblez suggérer que réduire les frais de scolarité pourrait être utile... Ça me semble contre-intuitif de dire que réduire les frais de scolarité pourrait attirer plus de gens dans les universités et les programmes de formation professionnelle quand on sait qu'on peut gagner 70 000 \$ en quittant l'école secondaire.

Que répondez-vous à cela?

**M. Sam Shaw:** Je n'ai pas parlé de réduire les frais de scolarité, j'ai dit qu'ils augmentent et que des bourses seraient un outil important. Il est certain que la majeure partie des dépenses d'éducation ne vient pas des frais de scolarité mais du coût de la vie. Quand on commence à voir le coût de la vie augmenter dans les communautés, le coût des études augmente aussi et c'est exponentiel.

L'autre élément important que vous soulevez, si je comprends bien, est qu'il n'existe pas de plan de croissance. Nous venons de lancer un plan de ressources humaines, en Alberta, mais il n'est pas relié à un plan de gestion de la croissance au niveau fédéral ou provincial. Ce n'est pas un seul ministère. Ce n'est pas seulement l'éducation, ça doit impliquer les municipalités, les infrastructures, etc., afin de pouvoir tirer sur une ficelle pour avoir une stratégie combinée pour tout le Canada.

Quand on commence à avoir des projets importants, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, on doit se demander comment gérer cette croissance exceptionnelle qui se manifeste dans certaines régions. Nous voyons dans d'autres régions des mises à pied massives de 300 à 400 personnes à la fois. Je le répète, je pense qu'il nous faut une stratégie à l'échelle du Canada et non pas seulement des composantes individuelles.

La dernière chose que je dirai au sujet de l'éducation est que nos taux de succès au secondaire sont en train de baisser, et c'est en fait la question que vous avez soulevée. Nous essayons d'encourager les entreprises et l'industrie à faire quelque chose pour s'assurer que les étudiants finissent leurs études avant de commencer à travailler. L'apprentissage est un excellent modèle dans la mesure où on peut commencer le travail d'apprentissage immédiatement mais quand même retourner faire des études supérieures. Je le répète, le taux de décrochage est un problème pour nous. Il nous faut une stratégie combinée, et ça ne peut pas être juste un ministère contre un autre, RHDSC contre Industrie Canada. Je pense que nous avons besoin d'une stratégie dans le budget qui tienne compte de notre problématique et, à partir de ça, il y aura certains domaines qui seront séparés dans d'autres ministères.

Merci.

**Le président:** Merci, monsieur.

M. Pacetti, pour cinq minutes.

**M. Massimo Pacetti (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je vais rester sur le même sujet. C'est la raison pour laquelle nous sommes venus ici, pour savoir un peu ce qui se passe à Fort McMurray. À première vue, on peut penser que tout va bien ici : vous avez de l'argent à ne savoir qu'en faire, tout comme le gouvernement fédéral, et votre seul problème est de savoir comment le dépenser. Je commence à constater que les problèmes auxquels vous êtes confrontés ne sont pas très différents de ceux des autres régions. Le gouvernement fédéral doit fournir des programmes, ou fournir des services, mais ce sont normalement des programmes généraux. Ensuite, ils sont mis en oeuvre ou gérés par les provinces ou les municipalités.

C'est vous en particulier, Mme Blake, qui semblez avoir ce problème. J'essaye de voir comment le résoudre. L'ancien gouvernement libéral a transféré de l'argent avec la taxe sur l'essence, et cet argent était censé aller aux municipalités. Je ne sais pas si c'est suffisant. Je crois comprendre que certaines des ententes que nous avons au sujet des infrastructures sont réparties par chaque province et que la province décide ensuite comment les budgets d'infrastructure seront utilisés. Mais il y a des défis. S'il faut mettre sur pied un programme pour attribuer de l'argent à une région comme celle-ci, nous pourrions le faire, en tant que gouvernement.

Et c'est juste pour les infrastructures, sans parler de l'éducation, de l'innovation, de la formation et du secteur de la santé. Il y a les mêmes problèmes dans des villes comme Montréal où l'on forme des médecins à qui l'on demande ensuite d'aller en région mais qui ne veulent pas parce qu'il n'y a aucun incitatif. Et, même quand on offre un incitatif, c'est peut-être une poignée de dollars et ça ne suffit pas. Vous devez nous aider, ici.

Le fait que le gouvernement libéral ait signé l'accord sur la santé et que les provinces décident de la répartition de l'argent selon leurs priorités n'a-t-il pas réglé le problème? Je comprends que le gouvernement fédéral devrait être à la table mais, à un certain moment, les décisions doivent être prises régionalement ou localement. Voilà le problème que j'ai à comprendre comment nous allons produire une recommandation pour vous aider, les gars.

Je vais conclure parce que je ne fais généralement pas de préambule mais je suis abasourdi. Comment est-ce qu'on peut faire marcher tout ça? Et c'est sans parler des autres questions soulevées par Judy Wasylycia-Leis — le logement, la santé mentale et tout le reste. Je ne sais pas.

Allez-y, Mme Blake.

● (1000)

**Mme Melissa Blake:** Merci.

Je comprends le défi auquel vous êtes confronté en tant que gouvernement national.

Tout le monde demande la même chose. Nous pensons que notre cas est spécial et ce que nous devons faire, c'est faire accepter ça par le gouvernement du Canada.

Si vous considérez les possibilités offertes par les sables bitumineux comme source continentale d'approvisionnement en énergie, il y a peut-être une priorité stratégique qui doit en découler. Ensuite, si vous considérez le genre d'investissement qu'il faut faire pour faciliter l'exploitation de ce produit, ce qui rapportera des recettes non négligeables au palier fédéral et donnera aussi des emplois à des Canadiens de tout le pays... si vous examinez la situation de nos navetteurs qui viennent de tout le Canada pour participer aux projets d'exploitation des sables bitumineux... si vous envisagez tout ça d'un point de vue plus stratégique, quand nous demandons une entente de type tripartite où nous envisageons trois paliers de gouvernement travaillant ensemble pour résoudre les problèmes d'une municipalité, ça n'impose pas toute la responsabilité à un seul plier de gouvernement. Nous avons déjà beaucoup travaillé à la préparation d'un protocole d'entente et nous serions très heureux de vous le communiquer. Ça revient en fin de compte à inscrire ça dans vos priorités nationales pour l'intégrer au plan global.

Je suis très sensible aux efforts qui ont déjà été consentis jusqu'à maintenant. Les municipalités sont très reconnaissantes d'avoir reçu la taxe fédérale sur l'essence mais, si vous me permettez de replacer la chose dans son contexte, ce que ça représente sur une période de cinq ans pour Wood Buffalo, c'est 12 millions de dollars. La somme sera épongée par un seul projet. Or, j'ai pour 814 millions de dollars de ces projets dans les cinq prochaines années. Vu sous cet angle, c'est merveilleux dans les situations stables, sans croissance, mais ça ne marche tout simplement pas avec le scénario de croissance que nous avons.

**M. Massimo Pacetti:** Si de l'argent était mis à la disposition de la région, décideriez-vous d'en consacrer au secteur de la santé et au logement ou l'utiliserez-vous uniquement pour les infrastructures? Comment feriez-vous la répartition?

**Mme Melissa Blake:** Ça dépendrait des priorités.

Quand on nous demande quel est notre plus gros problème, je réponds que c'est le logement. C'est d'ailleurs pour cette raison que la municipalité est sortie de son champ de responsabilité habituel en créant une société de logements à prix modiques qui fonctionne depuis six ans et a déjà augmenté de 700 le nombre d'unités dans la communauté. C'est très bien mais ça ne suffit pas. Pour l'avenir, l'un de mes projets est de la faire participer aux possibilités de construction de toutes les nouvelles propriétés afin de trouver un modèle durable pour elle. C'est l'une de nos priorités.

Quand nous dressons la liste des autres secteurs dans la municipalité, les infrastructures critiques, le traitement des eaux usées, dont le financement est assuré au moyen d'un prêt relais de la province... Nous avons un projet d'usine de traitement des eaux usées. Nous avons actuellement 64 000 habitants à Fort McMurray et la capacité de l'usine est limitée à 70 000. Il faudra 40 millions de dollars pour passer à l'étape supérieure. Et ce n'est pas le seul projet.

Je pourrais continuer à perpétuité...

• (1005)

**Le président:** Non, vous ne pourrez pas. Il y a beaucoup de choses à digérer là-dedans.

Merci.

**Mme Melissa Blake:** C'est ce que je disais. Il y a tant de choses qu'on ne peut pas tout régler ici.

[Français]

**Le président:** Nous continuons avec M. St-Cyr.

**M. Thierry St-Cyr:** Merci beaucoup.

Je vais poursuivre mon échange avec M. Hardy. Nous avons parlé, un peu plus tôt, du crédit d'impôt actuel pour les activités sportives et le conditionnement physique des jeunes. D'autres groupes du milieu culturel nous ont demandé de rendre ce crédit applicable aux activités culturelles des jeunes parce qu'ils trouvaient que c'était très important pour le développement des enfants, des gens, de la relève, que cela faisait travailler l'esprit et sensibilisait les jeunes aux activités culturelles, à l'art et à la culture. On devra éventuellement choisir entre rendre le crédit d'impôt pour le conditionnement physique accessible à tout le monde ou faire en sorte qu'il s'applique aussi aux activités culturelles des jeunes.

Que devrait-on prioriser, selon vous?

[Traduction]

**M. David Hardy:** Je ne suis certainement pas ici pour contester l'importance des arts. J'ai quatre enfants qui suivent des cours de piano et de théâtre. Je ne vais donc pas m'opposer à ça mais nous faisons face à une crise dans le secteur de la santé et je pense que l'activité physique et une bonne alimentation sont le bon remède. Je pense que c'est une proposition ciblée qui permettra au gouvernement de faire des économies. C'est pourquoi nous pensons que c'est une initiative qui est probablement différente d'une proposition de financement des arts.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** D'accord.

Maintenant, j'aimerais passer à la question des mesures fiscales. Je sais que les problèmes de santé et d'obésité sont souvent liés à la pauvreté. Je ne sais pas si c'est le cas ici, mais à Montréal, c'est souvent le cas. Je crois qu'avoir recours aux crédits d'impôt semble être une mesure assez inappropriée dans un tel cas parce que la majorité des gens qui vivent des problèmes de pauvreté ne paient tout simplement pas d'impôt. S'ils en paient, de toute manière, ils n'ont pas les moyens payer pour l'activité elle-même.

Je suis un exemple éloquent. Mon salaire de député me permettrait de devenir membre d'un club de conditionnement physique, d'autant plus qu'au Parlement, il n'en coûte que 100 \$ pour une année. On ne peut pas avoir de meilleur prix. Pourtant, je n'y vais pas.

Ne serait-il pas plus pertinent de penser à des mesures précises pour aider les gens qui vivent des problèmes de pauvreté à payer les coûts reliés au conditionnement physique, plutôt que d'aider à la fois ceux qui en ont besoin et ceux qui n'en ont pas besoin?

[Traduction]

**M. David Hardy:** Eh bien, si nous avions une solution pour aider les pauvres, nous l'aurions proposée. La réalité est que, quand on essaye de joindre les deux bouts avec un budget très serré, on doit souvent renoncer à certaines choses et l'activité physique vient souvent en premier. Les gens essayent de s'en sortir comme ils peuvent mais ce n'est pas toujours une question d'ordre financier, non plus.

En ce qui concerne l'utilisation continue des salles de gymnastique, nous pensons qu'en autorisant les consommateurs, en leur donnant du pouvoir, avec un crédit rapide, ils achèteront peut-être une carte de membre pendant une année mais ils ne le feront pas de fois s'ils ne l'utilisent pas. Et nous voyons ça, même avec la carte parlementaire de 100 \$. Si vous ne l'utilisez pas, vous êtes fort peu susceptible de la renouveler.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Non, je n'ai pas payé.

Je m'adresse à M. Shaw, de l'Alberta Association of Colleges and Technical Institutes. On parle beaucoup des besoins de l'industrie pétrolière et de tout ce qui a trait à la main-d'oeuvre. Y a-t-il une collaboration avec le secteur privé sur le plan du financement? Si la demande est si grande et si la situation actuelle met en danger le développement de ces entreprises, sont-elles prêtes à aider financièrement vos institutions?

[Traduction]

**Le président:** Vous pouvez répondre rapidement.

**M. Sam Shaw:** Lisez la première page du *Edmonton Journal*. Vous verrez un million de dollars du propriétaire d'une société de construction à NorQuest à cause de son excellent travail, et c'est typique de ce que font certaines entreprises en Alberta.

**Le président:** Merci, monsieur.

Votre groupe suscite beaucoup d'intérêt parmi les membres du comité. Nous allons maintenant passer à quatre minutes.

M. Del Mastro, vous avez quatre minutes.

**M. Dean Del Mastro (Peterborough, PCC):** C'est de la discrimination, je vous dis.

Mme Blake, je vais me faire l'avocat du diable pendant un instant.

L'an dernier, l'Alberta a enregistré un énorme excédent budgétaire, à un point tel que chaque résident a reçu un chèque de Ralph. Je suis sûr que ça a eu beaucoup de succès. Le reste du pays n'a pas eu autant de chance.

Pourquoi le gouvernement fédéral devrait-il payer des choses relevant de la responsabilité du gouvernement provincial, ici à Fort McMurray, quand celui-ci ne sait même plus quoi faire de son argent?

•(1010)

**Mme Melissa Blake:** C'est une bonne question mais, je le répète, quand nous parlons d'une priorité stratégique nationale, si c'est quelque chose que nous voulons réaliser en tant que nation, je pense qu'il y a une possibilité de participation. Nous sommes très heureux d'avoir obtenu 150 millions de dollars d'Infrastructure Canada pour le doublement de la route 63. On a admis que c'était une priorité nationale d'utiliser cette infrastructure de la communauté.

Je pense qu'il y a d'autres possibilités. Je pense qu'il y a des choses sur lesquelles nous pourrions nous entendre pour agir collectivement. Cette région — je ne l'ai pas mentionné — englobe cinq Premières nations ainsi qu'un certain nombre de Métis. Nous avons des collectivités rurales qui font partie de Wood Buffalo et je n'ai même pas gratté la surface des défis auxquels elles sont confrontées. Elles aussi font face à une croissance extraordinaire à cause des projets du sud de la région.

**M. Dean Del Mastro:** Merci, j'allais poser une question à M. Hardy mais M. St-Cyr l'a déjà posée en grande mesure.

M. Shaw, nous avons entendu parler hier d'une « tempête parfaite » : pénurie de compétences et pénurie de main-d'œuvre en même temps. Je suis très préoccupé par le taux d'obtention des diplômes en Alberta et je pense qu'on devrait faire un peu de marketing et parler de l'avenir des gens. À l'heure actuelle, il est facile de trouver un emploi quand on n'a pas de qualifications mais ça ne durera peut-être pas. Comment renverser la situation?

**M. Sam Shaw:** Eh bien, je reviens à une stratégie combinée. Nous avons deux problèmes. Nous avons une pénurie de compétences et nous avons aussi une pénurie de travailleurs. Donc, ce que nous devons faire, dans le cadre d'une stratégie combinée du gouvernement fédéral, c'est revoir ce que nous faisons avec l'immigration.

Soixante-quinze pour cent des immigrants vont dans trois villes : Montréal, Toronto et Vancouver. En Alberta, nous n'avons eu que 7,8 p. 100 de l'immigration. Ce n'est pas acceptable. Nous devons faire beaucoup mieux.

L'autre élément — travailler avec les entreprises et l'industrie et se pencher sur les taux d'obtention des diplômes, etc. — consiste à travailler avec les entreprises et l'industrie pour s'assurer que les compétences dont elles ont besoin sont celles auxquelles on prépare vraiment les gens pour le long terme, pas le court terme.

Merci.

**M. Dean Del Mastro:** Merci.

M. Budnarchuk, vous pensez à l'évidence que la TPS est un obstacle au commerce de détail.

**M. Steve Budnarchuk:** C'est une bonne question. Toute augmentation notable du prix des livres a évidemment une incidence sur les ventes. Si nous réduisons le prix des livres de ces 6 p. 100 de TPS, ça devrait commencer à augmenter marginalement les ventes de livres dans le pays. Oui, absolument.

**M. Dean Del Mastro:** Merci.

M. Blais parlait d'un problème massif de capacité mais nous voyons la même chose d'une côte à l'autre. S'il y avait un seul investissement que l'on devait vraiment faire dans le secteur de la santé, devrait-on le faire strictement dans l'expansion de la capacité — les lits et tout le reste — pour atténuer la pression dans des domaines comme les salles d'urgence? Où devrait-on investir?

**M. Bernie Blais:** J'investirais pour les gens. Nous avons un besoin critique de ressources humaines. Oui, il y a une pénurie partout mais je dois vous dire qu'à Calgary, quand on parle de

pénurie, on a quand même un médecin pour 700 personnes. Nous, nous en avons un pour 5 000, ce qui n'est pas la même chose. Je pense que nous devons investir pour former des professionnels de la santé, des médecins, des infirmières, des physiothérapeutes, des pharmaciens, etc.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur.

Nous continuons avec M. McKay, pour quatre minutes.

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Je vais moi aussi me faire un peu l'avocat du diable. M. Del Mastro a déjà posé la question qui m'intéressait, dans une certaine mesure. Cette collectivité baigne dans l'argent. L'an dernier, vous avez eu les chèques de Ralph; vous avez des excédents massifs. Vous êtes sur le point de changer de monarchie et il me semble qu'il vous serait beaucoup plus utile de faire vos démarches devant le congrès du Parti conservateur. Il me semble que votre problème est que vous n'avez pas assez de sources de revenus pour couvrir vos besoins.

Vous avez touché certains éléments pertinents, M. Wallace, en parlant de taxe d'accueil et de choses de cette nature.

Y a-t-il en ce moment une conversation entre la province et les municipalités et les autorités régionales de la santé pour vous permettre de recueillir de l'argent? Vous en avez des tonnes dans cette province mais vous ne semblez pas y avoir accès. Il me semble que votre problème est plus un problème de pouvoir fiscal qu'un problème d'aide du gouvernement fédéral. Tout ce que fait le gouvernement fédéral, c'est de signer un chèque massif à toutes les provinces et de les laisser ensuite se débrouiller, surtout sur les questions de santé. Le gouvernement fédéral ne dispense pas de soins de santé, si ce n'est aux autochtones et pour des choses de ce genre.

J'aimerais donc savoir s'il y a une conversation sur la réaffectation des pouvoirs fiscaux.

•(1015)

**Mme Melissa Blake:** Bien sûr. Je fais partie de plusieurs groupes de maires de la province. Les maires des villes ont le même problème. L'un de leurs espoirs concernait le recul de la province sur les revenus destinés à l'enseignement. Il y a une certaine résistance de la province à ce sujet. Nous avons formulé une demande précise par le truchement de l'association des municipalités urbaines au sujet de notre proposition de les séparer les taxes sur les machines et l'équipement. Cela exige une modification de la loi sur les municipalités, ce qui dépend du bon vouloir de la province.

En ce qui concerne les sommes que perçoit la province au titre des redevances, je crois que notre région fournit actuellement environ un milliard de dollars, ce qui doit doubler l'an prochain avec l'augmentation de la production et continuer d'augmenter ensuite. Essentiellement, le Trésor fédéral recueillera aussi 3,9 millions de dollars à ce chapitre, ce qui me fait penser que vous participez aussi dans une bonne mesure aux fruits de l'activité économique de la région de Wood Buffalo et des autres projets de sables bitumineux. J'en reviens toujours à ça: c'est bien beau de signer un chèque à la province mais l'argent ne tombe pas toujours dans les caisses des municipalités. Voilà pourquoi je suggère une entente régionale tripartite pour réaliser ce qui est important sur le plan stratégique.

**L'hon. John McKay:** Et il y a ensuite un exercice vraiment bizarre pour des régions comme celle de mon ami de Dartmouth qui ne contribuent pas aussi massivement aux recettes fédérales. Est-ce qu'elles recevraient moins? Cela ouvrirait une véritable boîte de Pandore.

**Mme Melissa Blake:** Je comprends bien mais ma préoccupation concerne ce qui risque d'arriver si notre collectivité ne peut pas progresser. Nous ne pourrions plus appuyer les projets de sables bitumineux comme nous aimerions le faire et, au lieu de produire 1 ou 2 millions de barils par jour, ce qui est la production que nous pouvons produire si nous avons les ressources voulues, l'obtention d'un appui additionnel nous permettrait d'atteindre 3 ou 5 millions de barils par jour. C'est donc en fin de compte une question de priorité. Nous comprenons qu'il y a des différences régionales au Canada mais nous essayons simplement de vous exposer les occasions qu'il y a à saisir.

**Le président:** Mme Ablonczy, pour quatre minutes.

**Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nose Hill, PCC):** Merci, Monsieur le président, et merci à tous les témoins.

Nous sommes venus délibérément à Fort McMurray parce que nous voulions tous, moi comprise, voir directement ce genre d'anomalies qui existent dans notre pays — et c'est une bonne anomalie, à bien des égards mais, comme vous l'avez dit, il y a un revers à cette médaille. Mes collègues ont déjà posé des questions qui m'intéressent mais je voudrais y revenir, et peut-être un peu plus brutalement qu'ils ne l'ont fait.

Nous sommes ici dans une province qui baigne littéralement dans l'argent, en tout cas si on la compare à d'autres, et nous avons devant nous des gens qui nous parlent de choses relevant des responsabilités de la province: la santé, le logement, les municipalités. Il est un peu incroyable, pour certains membres du comité qui viennent de régions faisant face à de graves difficultés dans ces différents domaines, de constater que notre propre province n'est même pas capable de subvenir à ces besoins. Je suis sûre que vous avez tous parlé aux autorités provinciales, et je sais que vous nous avez donné certaines des réponses, mais pourriez-vous résumer brièvement les raisons pour lesquelles le gouvernement provincial ne s'occupe pas de ces questions? Pourquoi venez-vous demander de l'aide au gouvernement fédéral? C'est un peu difficile à comprendre.

**Mme Melissa Blake:** Merci.

Il est certain que nous avons fait des efforts — de manière particulièrement agressive en 2005 mais nous avons commencé en 2002 — pour exposer les défis et les opportunités de notre région, expliquer le type d'investissements qui pourraient être faits ici et indiquer comment faire face aux conséquences touchant la santé, l'éducation, le logement, etc.

Nous avons essayé avec diligence. Il y a eu des réunions. Nous avons présenté des propositions et des arguments au sujet du

logement, du point de vue des possibilités de revenus. Nous avons dû nous adresser au Alberta Energy and Utilities Board pour dire que nous ne pourrions pas continuer à appuyer ces investissements si ces problèmes n'étaient pas réglés. Nous l'avons déjà fait deux fois et nous le ferons bientôt une troisième fois.

**M. Bernie Blais:** Je confirme ce que vous dit le maire Blake. Nous aussi participons pour la première fois aux audiences du AEUB et c'est une première pour une région. Vous, en tant que gouvernement fédéral et vous, en tant que gouvernement provincial, allez devoir décider si vous investissez ou non car, à terme, notre municipalité et notre système de santé ne pourront plus appuyer l'exploitation des sables bitumineux. C'est une sorte de bataille entre David et Goliath et nous allons peut-être devoir ralentir parce que nous ne pourrions plus fournir les services dont la population a besoin.

C'est donc une grave question de gestion du risque pour les gouvernements fédéral et provincial. S'ils veulent obtenir une croissance élevée de leurs recettes, ils vont devoir appuyer l'infrastructure requise par les familles et les travailleurs de cette communauté.

• (1020)

**Mme Diane Ablonczy:** Merci.

Il y a un autre aspect du problème qui est important pour les membres du comité et c'est qu'il y a ici un certain nombre d'entreprises qui font d'excellents profits. Ont-elles un rôle à jouer pour résoudre ces problèmes? Vous en avez certainement discuté avec elles. Quel a été le résultat?

**Mme Melissa Blake:** Merci.

La région a participé au groupe de travail sur les préoccupations régionales de l'Athabasca qui a coordonné la préparation de l'argumentaire de Wood Buffalo en 2005. Tout le monde comprenait fort bien — quand l'entente a été signée, en 1996 — qu'il y aurait cette croissance de l'activité économique. Les gouvernements avaient certaines responsabilités à assumer pour attirer les investissements qui produiraient ces résultats. Il y a eu certaines discussions sur la question de savoir si les choses ont été faites efficacement ou non. Il y a certainement eu des participants représentant les entreprises. Nous avons eu des investissements importants de 2,5 millions de dollars de deux entreprises différentes mais c'est juste une goutte d'eau par rapport à tous les projets que nous essayons de réaliser.

Suite à nos interventions, on comprend maintenant que les choses doivent changer. Nous pensons qu'elles auront de meilleures occasions de participer et il se peut fort bien qu'elles aient envie de le faire. Nous essayons de trouver une solution avec les pouvoirs publics pour réaliser ça collectivement.

**Le président:** Il nous reste assez de temps pour trois autres tours de deux minutes, et je commence avec M. Pacetti.

**M. Massimo Pacetti:** Merci.



Une brève question, Mme Blake. Vous avez parlé de taxes imposées aux différents projets de développement. Si je peux faire une analogie avec les projets municipaux, quand quelqu'un veut réaliser un projet domiciliaire, il va voir la municipalité et négocie une entente : « Si vous voulez construire dans tel ou tel secteur, vous allez devoir aménager des égouts, aménager un parc et construire des routes ». À plus grande échelle, si une entreprise veut exploiter les sables bitumineux, ne pouvez-vous pas exiger aussi qu'elle construise une route et aménage des infrastructures? Ne pourriez-vous pas faire la même chose et transférer les responsabilités à l'industrie, au secteur privé?

**Mme Melissa Blake:** Merci. Nous n'avions pas envisagé les choses sous l'angle mentionné par Mike et que vous venez de mentionner maintenant. S'il y a des possibilités à ce chapitre, nous les envisagerons.

Nous sommes au courant de l'entente passée en Colombie-Britannique. Nous avons essayé de voir comment faire la même chose ici. D'après mes informations, fondées sur l'analyse qui nous avons faite, nous n'avons pas dans la loi sur les municipalités de disposition permettant d'agir de cette manière. Les entreprises ont déjà la responsabilité de fournir leurs propres infrastructures sur les sites, par exemple en créant des usines de traitement des eaux usées. Ainsi, Imperial investit 400 millions de dollars dans un service de navette aérienne. Je préférerais que ces 400 millions de dollars soient investis dans notre communauté de façon à assurer de meilleures liaisons pour permettre aux gens...

**M. Massimo Pacetti:** Comme dans le secteur de la santé.

**Mme Melissa Blake:** . Ce n'est pas ma responsabilité mais ce serait certainement ma préférence.

**Le président:** Nous continuons avec Mme Wasylycia-Leis pour deux minutes.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Il me semble que le gouvernement fédéral a un énorme rôle à jouer, nonobstant la richesse de la province de l'Alberta. Le gouvernement du Canada pourrait fort bien exiger que tout soit ralenti jusqu'à ce qu'il y ait un bon plan global. Il pourrait jouer un rôle sur le plan... Il jouait un rôle autrefois en ce qui concerne les logements sociaux et l'octroi de fonds pour faire face à des besoins aigus. Il peut jouer un rôle au moyen d'un transfert direct du côté de l'éducation pour faire face aux pénuries de compétences, pour aider les collèges. Il pourrait jouer un rôle en donnant des incitatifs pour attirer des professionnels de la santé dans la région au lieu de se contenter d'étudier les pénuries de main-d'oeuvre.

Le message que vous nous avez donné est que nous devrions rentrer à Ottawa pour exiger que le gouvernement fédéral s'attaque à ces problèmes.

L'autre question concerne le changement climatique. Nous n'avons vraiment rien fait au sujet des gaz à effet de serre. Il y a beaucoup d'idées sur le contrôle des émissions de carbone — voilà un rôle pour le gouvernement fédéral, et ça a une incidence sur le système de santé. Y a-t-il quelque chose que nous avons oublié ou quelque chose que vous voudriez ajouter à ce que j'ai dit, ou est-ce que personne n'est d'accord avec moi?

**Des voix:** Oh!

**Mme Melissa Blake:** Ils font toujours ça, n'est-ce pas?

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Oui, faites comme s'ils n'étaient pas là.

**Mme Melissa Blake:** Je veux simplement vous remercier d'avoir pris le temps de venir à Wood Buffalo parce que c'est effectivement une anomalie. Vous vous attendez à trouver de l'or dans les rues

mais, ce que vous trouvez, ce sont des ornières et des embouteillages.

Je suis heureuse que vous ayez eu la possibilité d'entendre de simples citoyens. Évidemment, vous devez comprendre que notre point de vue n'est pas partagé par tout le monde. Je pense que nous sommes ici dans un pays d'opportunité mais qu'il nous appartient d'instaurer le bon environnement pour en profiter.

Merci beaucoup, en notre nom à tous.

● (1025)

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous allons continuer et conclure avec M. Dykstra.

**M. Rick Dykstra (St. Catharines, PCC):** Merci.

Je serai bref. Je réalise que je n'ai qu'une minute ou deux mais, comme j'ai fait tout le trajet pour venir à Fort McMurray, je veux en profiter.

**Le président:** Nous pouvons vous en donner trois.

**M. Rick Dykstra:** Je suis impressionné.

M. Blais, vous avez dit que six médecins sont partis. Pourriez-vous nous dire brièvement pourquoi?

**M. Bernie Blais:** Eh bien, les loyers viennent encore d'augmenter. Le loyer d'un cabinet de médecin a augmenté de manière exponentielle. Je n'ai jamais vu des loyers aussi élevés durant toute ma carrière. C'est l'une des raisons.

L'autre raison concerne l'augmentation de la population. Un médecin a pu arriver ici dans le passé alors qu'il y avait 35 000 habitants et qu'il avait 2 000 patients. Aujourd'hui, il en a 5 000 et il n'a plus de vie privée. Il est constamment en appel. Ce n'est donc pas très attrayant et son salaire est exactement le même que s'il était à Edmonton, à Red Deer ou n'importe où ailleurs. Cet aspect de la vie dans le Grand Nord n'est pas pris en considération, tout comme le coût des voyages au sud ou ailleurs. Chaque voyage fait perdre deux ou trois jours durant lesquels le médecin n'a pas de revenus et doit payer des frais de déplacement élevés. C'est manifestement dissuasif.

Au fait, il ne reste plus aucun médecin formé au Canada à Fort McMurray. Tous ceux qui restent ont été formés à l'étranger. Ce sont tous des immigrants travaillant à contrat qui partent dès la fin de leur contrat.

Voilà donc certaines des raisons.

**M. Rick Dykstra:** Vous semblez vraiment très déçu par toute cette situation. Je me demande si votre travail vous plaît.

**M. Bernie Blais:** Ça vous surprendra peut-être mais oui, il me plaît.

On peut croire que ces problèmes des collectivités septentrionales et rurales ne pourront jamais être réglés mais j'ai passé trois ans au Nunavut comme sous-ministre et je sais qu'on pense généralement qu'on peut pas avoir de médecins si l'on vit dans une telle collectivité, mais ce n'est pas vrai. Certaines collectivités ont très bien réussi à renverser ce phénomène. C'est une question d'attitude.

Évidemment, si nous n'obtenons pas d'aide pour égaliser les règles du jeu — en matière de financement, de ressources équitables pour nos professionnels de la santé et d'octroi d'incitatifs raisonnables pour compenser le coût du logement — nous n'en sortirons pas. Voilà pourquoi nous avons besoin de votre aide.

**M. Rick Dykstra:** Mme Blake, j'ai une question pour vous. Je ne veux pas vous mettre sur la sellette mais elle concerne les groupes représentés par les autres témoins. Vous avez à votre droite un groupe qui demande l'abolition de la TPS sur les livres pour que les gens puissent lire plus. C'est l'aspect mental de la chose. À votre gauche, vous avez quelqu'un qui demande d'accorder un crédit d'impôt à toute personne faisant de l'exercice physique.

Si vous deviez décider, que choisiriez-vous?

**Des voix:** Oh!

**Mme Melissa Blake:** En ce qui concerne le groupe représenté à ma gauche, nos problèmes de santé sont un reflet de notre population. Si nous réussissions à atténuer certaines des conséquences négatives sur la santé à longue échéance, ça pourrait peut-être marcher.

En revanche, nous ne pourrions rien faire sans une population éduquée et alphabétisée dans nos excellents établissements d'enseignement.

**Des voix:** Bravo.

**Mme Melissa Blake:** Je vous souhaite bonne chance pour prendre la bonne décision.

**Une voix:** Vous n'avez rien dit, c'est extraordinaire!

**Le président:** Au nom du comité, je vous remercie tous d'être venus ce matin participer à une discussion très stimulante.

Je pense que vous avez probablement fort bien résumé la situation en disant qu'il faut espérer que, dans cette situation de grande prospérité, les sacrifices à court terme produiront des gains à long terme pour le Canada, pour l'Alberta et pour votre collectivité.

Merci à nouveau d'être venus.

Nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes pour permettre au groupe suivant de s'installer.

•(1025) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

•(1035)

**Le président:** À l'ordre.

J'invite les membres du comité qui ont des conversations privées à les cesser immédiatement pour nous permettre de commencer.

Je souhaite d'abord la bienvenue à ceux d'entre vous qui n'étaient pas présents au début de la séance et je vous rappelle que vous devrez limiter vos exposés à cinq minutes comme on vous l'avait indiqué, je crois. Je vous préviendrai quand il ne vous restera plus qu'une minute. Je n'ai pas l'intention de vous couper la parole en plein vol mais je ne vous accorderai pas plus de cinq minutes.

Nous vous remercions d'avoir pris la peine de venir témoigner devant notre comité et de nous avoir envoyé vos mémoires à l'avance.

Nous allons commencer immédiatement en donnant la parole au représentant de Telus World of Science, de Calgary.

M. Peters, vous avez cinq minutes.

**M. Bill Peters (président, Telus World Science-Calgary):** Merci.

Je suis le directeur général de Telus World of Science et du Creative Kids Museum, de Calgary, et je suis ici pour vous parler du rôle des centres scientifiques au sein d'une économie nationale axée sur la science et technologie, pour présenter les défis auxquels font face les centres scientifiques de l'Alberta, et pour réclamer un programme national qui permettrait aux centres scientifiques de libérer toutes leur énergie dans l'intérêt de l'économie nationale.

Vous avez déjà accueilli des représentants de notre organisation nationale, l'Association canadienne des centres scientifiques, qui vous ont dit que nos 35 centres accueillent 7 millions de Canadiens par an. C'est là une ressource énorme pour faire le lien entre la culture scientifique et la population. Les centres scientifiques sont des moteurs économiques dans la mesure où ils travaillent avec les familles et les enfants dès les premières heures de l'enseignement, en allant jusqu'à l'enseignement supérieur, pour jeter les bases d'un apprentissage durant toute la vie.

Aux premières heures de l'enseignement, des projets comme le Creative Kids Museum qui doit ouvrir ses portes à Calgary dans neuf jours donnent le goût de la science aux enfants dans l'espoir qu'ils le garderont toute la vie. Nous savons qu'il y a une forte corrélation entre un enseignement précoce bonifié et de meilleurs résultats plus tard en mathématiques. Nous savons aussi que les enfants du groupe d'âge de 13 ans, environ, qui ont confiance en eux-mêmes et commencent à envisager leur carrière future ont deux à trois fois plus de chances d'obtenir un diplôme supérieur.

Autrement dit, les enfants de 13 ans qui viennent aujourd'hui dans mon établissement occuperont dans 10 ans des emplois axés sur le savoir en Alberta et au Canada. Leur décision d'entreprendre une carrière axée sur l'innovation et de continuer à apprendre pendant toute la vie aura été influencée par l'expérience obtenue dans un centre scientifique. En outre, les centres scientifiques sont jugés tellement importants pour leurs collectivités que la plupart sont financés par des organismes locaux à but non lucratif composés de représentants d'entreprises et de parents.

Nous avons vu d'autre pays transformer très rapidement leur économie au moyen d'initiatives nationales d'apprentissage — la Finlande et Singapour sont deux exemples classiques — dans lesquelles les centres scientifiques ont joué un rôle important. Des pays comme l'Australie et les États-Unis ont eux aussi entériné le rôle important des centres scientifiques dans leurs stratégies scientifiques et technologiques.

Ce n'est pas par hasard que le pays connaissant les plus grands succès technologiques possède également le plus grand nombre de centres scientifiques et les appuie au palier national. Pour vous donner un seul exemple, San Francisco possède à elle seule sept centres scientifiques.

Autre exemple: la Chine termine actuellement la construction d'un centre scientifique d'un million de pieds carrés à Beijing et de plusieurs autres en région.

Nous invitons le gouvernement canadien à se pencher sur ce contexte mondial alors qu'il formule sa stratégie scientifique et à investir dans les centres scientifiques canadiens pour profiter des bienfaits de la science pour sa population et, en bout de ligne, rehausser la compétitivité internationale du pays.

La croissance phénoménale de l'Alberta fait que nos installations de Calgary et d'Edmonton sont devenues trop petites. Les deux ont besoin de s'agrandir d'urgence. À Calgary, nous occupons des locaux conçus en 1967 pour accueillir 50 000 personnes par an mais nous en accueillons aujourd'hui 250 000 et il est souvent très difficile pour les enfants de bien apprendre. De même, au moyen de programmes d'extension, il est urgent d'aider l'enseignement scientifique partout en Alberta et au Canada, dans des collectivités comme Fort McMurray.

Les centres scientifiques canadiens contribuent de manière importante à encourager les jeunes à entrer dans des domaines où ils viendront combler les pénuries de compétences aujourd'hui évidentes pas seulement en Alberta mais dans tout le pays. En investissant dans les centres scientifiques, le gouvernement canadien pourra prendre des mesures concrètes pour permettre aux citoyens, aux petites entreprises, aux jeunes et aux familles de profiter des bienfaits de la science et de la technologie. Il démontrera ainsi qu'il peut faire preuve de leadership et collaborer avec les collectivités locales.

L'initiative de l'Association canadienne des centres scientifiques est une initiative nationale. Bon nombre de centres scientifiques cherchent un appui pour étendre leur rôle local. Notre initiative peut être pour le gouvernement fédéral le moyen de contribuer à des projets lancés partout au pays comme à Québec, à Saskatoon, à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous invitons le gouvernement fédéral à continuer d'appuyer ces initiatives, mais dans le cadre d'une politique structurée et responsable s'inscrivant dans une stratégie nationale.

• (1040)

Considérant nos besoins actuels et ceux des autres centres scientifiques devant s'agrandir ou des collectivités souhaitant en construire, nous demandons un fonds de 200 millions de dollars sur cinq ans pour financer ces activités.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup, M. Peters.

Bonjour, Mme Smith. Bienvenue. Vous êtes ici au nom de Mothers on the Rampage et vous avez cinq minutes.

**Mme Beverley Smith (Mothers on the Rampage):** Merci.

Je vous ai remis un classeur de documents, de couleur bleue, et je constate que personne ne l'a reçu. C'est la vie!

**Le président:** Mme Smith, tous les documents adressés au comité doivent d'abord être traduits pour pouvoir être présentés dans les deux langues officielles.

**Mme Beverley Smith:** Très bien.

**Le président:** Je peux vous assurer que nous recevrons vos documents dès qu'ils ont été traduits. Tous les membres du comité les recevront.

Veuillez poursuivre.

**Mme Beverley Smith:** Bien.

[Français]

Pendant les quelques minutes dont je dispose, je vais présenter les motifs de mon mémoire. Celui-ci explique comment il faut procéder, et je vais vous expliquer pourquoi.

[Traduction]

Je commence par faire un peu d'histoire. Au début, les hommes étaient des chasseurs et des cueilleurs, les femmes restaient à la maison, s'occupaient des enfants, préparaient les repas et soignaient

les malades. Le chasseur avait besoin de quelqu'un à la maison pour s'occuper des jeunes, et la personne s'occupant des jeunes avaient besoin de quelqu'un pour aller chercher de la nourriture.

Quand l'argent a fait son apparition, c'est l'homme qui en a pris le contrôle. La femme a continué de travailler dur à la maison mais on a considéré qu'elle ne méritait pas d'argent. Elle dépendait de l'argent que l'homme lui apportait, et lui-même dépendait toujours d'elle pour s'occuper de la maison. C'était encore un partenariat.

Peu à peu, le fait de ne pas gagner d'argent a été stigmatisé. Les économistes ont dit qu'aller gagner de l'argent en dehors de la maison était la seule activité méritant d'être appelée du travail, le seul rôle utile ou productif. Peu à peu, nous sommes tombés dans ce que les femmes constatent depuis au moins un siècle, le rôle dégradant du travail et à la maison, et cette tendance continue.

Plusieurs milliers d'années plus tard, les besoins humains n'ont pas changé. Nous n'envoyons plus les hommes chasser pour ramener du steak, ils vont dehors chasser de l'argent pour acheter du steak. Les bébés doivent toujours être lavés à la main, et s'occuper de la maison n'a pas changé. Beaucoup de choses ont changé mais beaucoup d'autres sont encore les mêmes.

Chaque adulte a une double obligation, gagner sa vie et s'occuper de sa famille, faire une carrière et avoir un foyer ou, comme disent certains, travailler et vivre. Il y a beaucoup de moyens de résoudre ça. Avec Internet, beaucoup de gens gagnent leur vie en travaillant à la maison. Nous assistons au retour d'une tradition médiévale de travail à la maison, avec l'option de haute technologie permettant de rester en contact avec son bureau à l'autre bout de la planète. Vous pouvez emmener votre enfant à votre emploi rémunéré ou demander à la tribu, la communauté, de s'en occuper pendant que vous gagnez votre vie. Les gens veulent des solutions différentes.

Ce qui est important et ce à quoi je vous invite sérieusement à réfléchir, c'est que nous continuons à définir l'utilité, la productivité et la compétitivité uniquement en termes d'argent. Songez à ça. Nous avons une domination du paradigme masculin qui dévalorise toujours les rôles à la maison. Le gouvernement peut bien dire que les femmes sont importantes, il ne valorise que les femmes qui sont payées. Il peut bien dire que les enfants sont importants, il ne valorise que les enfants en garderie payée. Nous considérons le rôle joué à la maison comme étant sans valeur.

Nous avons complètement déséquilibré les prévisions économiques parce qu'elles ne tiennent pas compte du facteur humain. Elles ne tiennent pas compte du fait que nous sommes tous à un accident d'automobile près ou à un appel téléphonique au milieu de la nuit près d'être des soignants. Nous sommes obsédés par l'argent et nos enfants — je le vois parce que je suis enseignante — ont mal. Ils souffrent de stress et d'anxiété, ils se nourrissent mal, ils se joignent tôt à des bandes, ils prennent la drogue et ils abusent de l'alcool. À mon avis, les célibataires esseulés de Fort McMurray connaissent ces problèmes. Nos enfants pleurent pour que quelqu'un s'occupe d'eux mais le gouvernement insiste pour que quelqu'un aille gagner de l'argent dehors.

Les femmes qui veulent s'occuper de leur famille et qui osent résister subissent une énorme pénalité financière et sont dédaignées. En tant que femme, je pense qu'il faut revoir cette attitude. Elle caractérise tout le régime fiscal. Quand vous parlez de participation à la population active, vous ne parlez que du travail rémunéré et vous laissez de côté le travail non rémunéré. Vous faites fi du travail bénévole. Une oreille attentive aidant l'adolescent à ressentir que la vie vaut encore la peine d'être vécue contribue en fait à la productivité de la nation. Le temps investi pour faire qu'un enfant se sente bien et pour l'emmener au centre scientifique profite à la collectivité. Notre régime fiscal pénalise les gens qui font ça. Il y a une pénalité fiscale pour les ménages à revenu unique qui est de 45 p. 100 plus élevée pour les revenus uniques. Quand on parle de qualité de vie, on ne tient pas compte du facteur temps.

Vous demandez quelles mesures fiscales proposer pour assurer que nos citoyens soient en bonne santé. Je vous invite à réfléchir à la santé émotive. Vous voulez que les entreprises soient compétitives mais un travailleur malheureux n'est pas productif. Vous demandez des suggestions au sujet des infrastructures mais il y a une question avant cette question.

Il y a un an, Ken Dryden a voulu bâtir une infrastructure de garderies nationales — un système énorme, un glorieux programme standardisé et réglementé pour que tous les enfants du Canada soient gardés par des gens ne faisant pas partie de leur famille. Ça l'excitait beaucoup, cette infrastructure, tout comme Paul Martin. C'était comme s'ils créaient une entreprise — en consultant les parties prenantes, en rédigeant un cahier des charges et en institutionnalisant et en réglementant une relation fondamentale: le lien parents-enfants. Si les enfants avaient été des voitures ou des casseroles, ça aurait marché, mais ils n'en sont pas. La politique nationale des garderies était conçue pour que les femmes puissent travailler — prenez note du but.

Il y a eu une conférence hier à Ottawa. Seize groupes de droits des pensions de retraite, 2,25 millions de personnes âgées, ont dit leur colère au sujet de la pénalité fiscale imposée quand l'une d'entre elles s'occupe de la maison. Elles réclament le droit de partager leur retraite. L'an dernier, j'ai participé à 17 manifestations contre le projet de ne financer que les garderies. Pas des manifestations contre les garderies mais contre le fait de ne financer qu'elles.

Je vous préviens, après avoir écouté le dernier groupe, que vous allez entendre beaucoup de gens réclamer de l'argent. Je ne dis pas la même chose. Les gens qui viennent s'adresser à vous, si vous y pensez bien, vous disent : « Ne donnez de l'argent qu'à moi parce que mes besoins sont spéciaux ».

•(1045)

Mon but est que vous donniez l'argent de manière plus générale aux gens et que vous leur fassiez un peu confiance.

Une petite précision : les centres de conditionnement physique n'ont pas l'exclusivité dans ce domaine. Tout le monde peut emmener ses enfants pour une marche. Les librairies n'ont pas l'exclusivité de l'alphabétisation. Tout le monde peut aller dans une bibliothèque. Et même si vous financez certaines de ces personnes, vous ne devez pas exclure les autres.

**Le président:** Merci beaucoup, Mme Smith.

Nous accueillons maintenant la présidente de l'université de l'Alberta, Indira Samarasekera.

Vous avez cinq minutes.

**Mme Indira Samarasekera (présidente, Université de l'Alberta):** Merci et bonjour.

Je suis très heureuse de participer à vos consultations et de donner mon point de vue sur un débat très important.

Comme ses voisins, le Canada entre dans un nouveau monde dont la nouvelle devise est le savoir. En tant que membre de ce comité, vous connaissez bien la problématique : croissance économique dans des pays comme l'Inde et la Chine; vieillissement de la population active au Canada, en Amérique du Nord et en Europe; transmission rapide du savoir et de l'information; transformation profonde des sciences, de la technologie et de l'innovation; et grands défis mondiaux que nous partageons comme le changement climatique, la sécurité humaine, etc..

Les dirigeants mondiaux sont aujourd'hui très conscients que le succès des économies mondiales exige une masse critique d'ingrédients particuliers, les tout premiers étant le talent et l'accomplissement humains, avec la science, la technologie et l'innovation.

Le Canada a fait beaucoup de progrès. Les efforts du gouvernement fédéral pour construire des établissements de recherche de qualité mondiale et attirer des chercheurs de qualité mondiale ont été couronnés de succès et commencent à porter fruit en ralentissant la fuite des cerveaux.

Toutefois, divers signaux nous indiquent que, s'il ne continue pas à financer la recherche et le développement et s'il n'augmente pas ce financement, le Canada est sur le point d'être dépassé par ses pairs mondiaux. En septembre, le Forum économique mondial a publié son rapport annuel sur la compétitivité mondiale. Quatre pays européens — la Suisse, la Finlande, la Suède et le Danemark — arrivent en tête. Le Canada n'est même pas dans les 10 premiers, il est passé de la 13<sup>e</sup> à la 16<sup>e</sup> place. Considérant la réalité contemporaine de la compétitivité mondiale, c'est très inquiétant.

En réponse aux défis mondiaux, de nombreux pays — notamment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Allemagne — viennent durant l'année écoulée de lancer de nouveaux cadres pour des modèles de financement axés sur l'innovation et la concurrence avec de nouveaux investissements importants.

En février, les Américains ont annoncé leur « American Competitiveness Initiative : Leading the World in Innovation », programme doté de 6 milliards de dollars en 2007 pour accroître l'investissement en R-D, renforcer l'éducation et encourager l'entrepreneuriat.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? Il n'y a pas de meilleur exemple de l'importance de l'application du savoir que Fort McMurray où des chercheurs de l'université de l'Alberta ont contribué à trouver le moyen d'extraire le pétrole des sables bitumineux. Quel meilleur exemple pourrait-on trouver des bienfaits de la science, de la technologie et de l'innovation — pas seulement pour aujourd'hui mais pour ce que nous devons faire afin de rendre des régions comme celle-ci totalement viables pour l'avenir?

Prendre la tête d'une campagne pour la productivité et la compétitivité devrait être un rôle fondamental du gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral a un rôle crucial à jouer dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Son succès à cet égard est intimement relié à nos personnes de talent qui font de la recherche et du développement et, par conséquent, aux universités. La compétitivité des universités, y compris des personnes qui y font de la recherche et y obtiennent des diplômes, est le meilleur outil que possède le Canada pour tirer parti des bassins mondiaux existants et émergents de savoir.

Que doit donc faire le Canada? Il doit se fixer un objectif national fondé sur un plan de compétitivité. Je pense que les principes suivants peuvent guider son action à cet égard. Premièrement, créer un bassin de talents de qualité mondiale. Deuxièmement, attirer les meilleurs étudiants, professeurs et chercheurs du monde, et garder ceux qu'il a déjà. Dispenser le meilleur enseignement au monde. Assurer les investissements publics internationalement compétitifs dans la recherche. Investir en privilégiant les domaines où il jouit d'un avantage comparatif du fait de l'excellence mondiale ou de la concordance avec un besoin national. Et encourager un engagement accru entre les universités et le secteur privé.

Le budget de mai 2006 comprenait plus de 100 millions de dollars de crédits supplémentaires pour les conseils de subventionnement, les coûts indirects et les exonérations fiscales. Il s'agit là d'un investissement très important du gouvernement fédéral mais, pour être mondialement compétitifs, nous devons trouver des mécanismes de financement à long terme, accru et stable pour l'enseignement supérieur, la recherche, la science, la technologie et l'innovation.

Je vous remercie de votre attention et je répondrai avec plaisir à vos questions.

• (1050)

**Le président:** Merci beaucoup, madame la présidente.

Nous continuons avec Mike Allen, président de la Chambre de commerce de Fort McMurray.

Bienvenue, monsieur. Vous avez cinq minutes.

**M. Mike Allen (président, Fort McMurray Chamber of Commerce):** Merci.

C'est un plaisir pour moi de m'adresser au comité au nom de la Chambre de commerce de Fort McMurray. Nous sommes ravis d'accueillir votre comité dans l'économie régionale la plus dynamique au monde, une économie qui provoque des changements profonds non seulement pour la région mais pour l'ensemble du Canada.

Selon les estimations, les réserves totales des sables bitumineux de l'Athabasca s'élèvent à plus de 170 milliards de barils, ce qui place le Canada au deuxième rang mondial derrière l'Arabie saoudite. Cette année, le prix du pétrole a atteint 70 \$ le baril et il semble maintenant s'être stabilisé à 60 \$. La plupart des producteurs de sables bitumineux estiment leur seuil de rentabilité à 30 \$ le baril.

À la différence de la majeure partie du Moyen-Orient, le Canada offre au reste du monde un gouvernement et une économie stables. La sécurité énergétique du continent est l'une des questions les plus préoccupantes, à un point tel que la région de Wood Buffalo a vu passer pendant les 12 derniers mois le secrétaire à l'énergie des États-Unis ainsi que plusieurs législateurs américains du palier fédéral et des États. L'investissement étranger est également à la hausse, notamment de pays d'Extrême-Orient, beaucoup de nations souhaitant posséder des actifs dans les sables bitumineux.

Bien que la municipalité régionale ait exprimé des réserves quant à son aptitude à appuyer les projets d'exploitation des sables bitumineux si elle n'obtient pas immédiatement de crédits pour des travaux d'infrastructure, tout indique que l'exploitation de cette ressource continuera sans relâche pendant plusieurs années. Selon certains analystes, ceci se traduira par un investissement de 125 milliards de dollars durant la prochaine décennie. Soyons un peu plus précis et disons que les investissements atteindront probablement entre 10 et 12 milliards de dollars par an.

Ce qui se passe chez nous a une incidence sur l'ensemble du pays et c'est dans ce contexte que la Chambre de commerce s'adresse à vous aujourd'hui.

Nous avons des préoccupations dans trois domaines relevant de la compétence du gouvernement fédéral : la politique budgétaire, ce qui englobe l'assurance-emploi et la fiscalité; les infrastructures; et le soutien de la main-d'oeuvre, ce qui englobe l'immigration et l'enseignement supérieur.

L'un des défis que doivent relever tous les employeurs de la région de Wood Buffalo consiste à trouver des employés qualifiés et stables dans l'un des marchés du travail les plus compétitifs du Canada. Nous pensons que le régime actuel d'assurance-emploi prêche aux abus et constitue un facteur dissuasif sur le plan de l'emploi. L'excédent financier du régime semble servir à subventionner les dépenses de l'État dans d'autres domaines, ce qui constituerait en réalité un détournement de fonds publics.

À l'origine, le régime d'assurance-emploi était destiné à protéger les personnes temporairement au chômage. Si l'on revient à cet objectif d'origine, il y aura des changements qui seront bénéfiques pour les citoyens et pour les employeurs. Cela permettra au gouvernement de réduire encore plus les primes et, à terme, d'équilibrer les cotisations des employeurs et des employés.

J'attire l'attention du comité sur une recommandation plus précise de la Chambre de commerce du Canada à ce sujet. Quand les Canadiens travaillent, notre rôle doit être d'assurer leur compétitivité au Canada par rapport à ce que peuvent offrir d'autres pays. L'évolution récente de l'économie américaine, conjuguée à la montée du dollar canadien, ont réduit l'incitation pour les Canadiens qualifiés à aller aux États-Unis — le phénomène de la fuite des cerveaux.

Toutefois, l'impôt canadien sur le revenu des particuliers n'est toujours pas compétitif par rapport aux États-Unis. Nous recommandons au gouvernement de modifier sa politique fiscale afin d'améliorer les avantages d'une classe moyenne qui se réduit en peau de chagrin, tout en respectant nos devoirs envers les Canadiens à revenus modiques. Nous recommandons également au gouvernement fédéral de rendre l'emploi dans les régions du Nord plus attrayant en relevant l'indemnité de vie dans le Nord afin de compenser un coût de la vie élevé.

Les municipalités canadiennes ont exprimé au gouvernement fédéral leurs préoccupations concernant le financement des infrastructures essentielles à la prestation de services à la population. Le nouveau gouvernement a tenu les engagements de son prédécesseur et a aussi augmenté les budgets destinés à appuyer les initiatives de transport et les projets de transports publics. Ici même, à Wood Buffalo, cela s'est traduit par l'annonce, le 29 août, d'un crédit fédéral pouvant atteindre 150 millions de dollars pour le doublement de la route 63. La Chambre félicite le gouvernement fédéral de cette contribution à la construction routière.

Toutefois, Wood Buffalo est la municipalité la moins typique du Canada. La sécurité énergétique du pays et notre contribution substantielle au commerce international dépendent de notre municipalité et de la construction d'infrastructures dépassant largement le simple doublement d'une route importante. Selon le recensement de 2006, il y a actuellement 79 000 habitants à Wood Buffalo, ce qui représente une augmentation de 9 p. 100 depuis 2005 — sans tenir compte de la population fantôme, c'est-à-dire des 7 000 à 12 000 personnes qui habitent dans des camps de travail mais font un usage important des services municipaux. Considérant les limites financières de la municipalité, cette situation n'est pas tenable.

•(1055)

Il y a quelques années, on a annoncé la création d'un groupe de travail tripartite qui, selon nos informations, était censé se pencher sur nos besoins particuliers et cerner les possibilités de financement conjoint de projets aussi cruciaux que le traitement des eaux usées. Ce groupe n'a encore fait aucune annonce notable.

La Chambre de commerce encourage vivement le gouvernement fédéral à admettre que les économies régionales revêtant une importance nationale, comme à Wood Buffalo et ailleurs, doivent recevoir un plus grand soutien fédéral.

Nous demandons au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership avec le groupe de travail tripartite et de renouveler son engagement à l'égard des besoins spéciaux de la région en infrastructures. Nous lui recommandons aussi d'envisager sérieusement des partenariats publics-privés, ou P3, comme ils se pratiquent en Europe, pour voir comment le Canada pourrait accélérer la construction des infrastructures nécessaires sans compromettre l'intérêt public.

On dit souvent ici en plaisantant que Fort McMurray est la deuxième plus grande ville de Terre-Neuve. L'Alberta offre à de nombreux jeunes hommes et jeunes femmes de la région de l'Atlantique confrontés au déclin économique dans pratiquement chaque secteur une nouvelle chance de bien gagner leur vie et d'élever une famille. Il n'y a pas que le secteur des sables bitumineux qui a du mal à trouver des employés qualifiés; c'est la même chose dans les secteurs des services, de la vente au détail et de l'hôtellerie.

L'une des solutions proposées serait d'accroître le nombre de travailleurs étrangers autorisés à venir travailler dans les sables bitumineux de l'Alberta.

**Le président:** Pourriez-vous conclure dans les prochaines secondes, s'il vous plaît?

**M. Mike Allen:** Certainement. Merci.

On autorise déjà les bonnes d'enfants à demander le statut d'immigrantes après seulement six mois d'emploi. Nous ne savons pas si la même chose est possible pour les travailleurs qualifiés d'autres disciplines mais, si elle ne l'est pas, elle devrait l'être.

Modifier la fiscalité personnelle dans l'intérêt de la classe moyenne pour la rendre plus compétitive avec la fiscalité américaine encouragerait également nos jeunes à chercher du travail chez nous, dans le pays qui les a aidés à acquérir leurs compétences, dans notre intérêt à tous.

En conclusion, je vous remercie de votre attention et répondrai avec plaisir à vos questions.

**Le président:** Merci, M. Allen. Merci à tous de vos excellents exposés.

Nous passons maintenant aux questions et nous commençons avec M. McCallum, pour sept minutes.

•(1100)

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Merci, monsieur le président, et merci aux témoins.

Beaucoup d'entre nous sommes ici pour la première fois. C'est une région tout à fait spéciale. Nous sommes ravis d'être ici et attendons avec impatience la visite prévue après ces audiences.

Je m'adresse d'abord à Mme Samarasekera. Ayant été dans l'enseignement plus longtemps que dans la politique, je peux dire que je suis totalement d'accord avec tout ce que vous avez dit. Je suis fier aussi d'avoir contribué à l'héritage Martin-Chrétien car je pense que nous avons vraiment changé les choses pour les universités et

pour la recherche et l'innovation. Je ne m'attends pas à ce que vous exprimez votre accord avec moi là-dessus mais, en ce qui concerne le gouvernement actuel, on est toujours en droit de se demander si sa petite contribution dans le dernier budget maintiendra l'impulsion acquise dans ce domaine à mon avis crucial.

Si vous aviez un choix à faire, parce que nous n'avons pas tant d'argent que ça à notre disposition — peut-être à cause des réductions de la TPS — accorderiez-vous la priorité à l'augmentation des transferts aux provinces, pour l'enseignement supérieur, comme nous l'avons fait au cours de la dernière décennie?

**Mme Indira Samarasekera:** À mon sens, la question est de savoir quel est le rôle légitime du gouvernement fédéral. Je pense qu'il est de plus en plus important que le gouvernement fédéral intervienne dans le secteur de l'innovation c'est-à-dire, en réalité, dans la formation de diplômés. Nous parlons ici de maîtrises et de doctorats, qui sont vraiment au cœur de la création de nouvelles idées, de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois pour le reste des gens qui font des études dans le secteur postsecondaire.

Si cette idée semble légitime, je serai évidemment en faveur d'investissements axés sur l'innovation, c'est-à-dire dans la formation de chercheurs et de diplômés d'études supérieures.

**L'hon. John McCallum:** J'ai vu des études indiquant que l'existence de vastes bassins d'employés hautement qualifiés est probablement le facteur primordial dans le choix des secteurs où les entreprises de pointe ont tendance à investir. On parle donc bien ici, comme vous le dites, d'études supérieures.

Je pense aussi, en ce qui concerne l'appui à l'innovation dans les universités, que la prochaine étape pourrait être d'accorder un appui plus important à la commercialisation. Je sais que ce n'est pas toujours très populaire chez les universitaires, qui se voient plus comme des chercheurs purs, alors que la commercialisation consiste à exploiter les idées commercialement. Au Canada, nous sommes assez forts sur le plan de la recherche pure mais je ne sais pas si nous le sommes autant sur le plan de la mise en marché de nouveaux produits.

Êtes-vous d'accord avec moi? Pensez-vous que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer pour appuyer la commercialisation ou croyez-vous que nous devrions plutôt rester dans notre domaine traditionnel?

**Mme Indira Samarasekera:** J'estime que le rôle du gouvernement fédéral est de favoriser un climat permettant au secteur privé d'exploiter les idées des chercheurs pour en faire des succès commerciaux. Je pense que notre problème est qu'on pense généralement, à tort, que les universitaires savent comment commercialiser la recherche. Ils ne le savent pas. Ce n'est pas ce qu'on leur a appris. Donc, le rôle vraiment important du gouvernement fédéral et des universitaires est de protéger les idées de manière à ce qu'elles puissent être commercialisées par le secteur privé. À mon avis, l'une des méthodes les plus efficaces à cet égard est de favoriser l'emploi de nos diplômés dans des entreprises qui, traditionnellement, n'en recrutent pas, c'est-à-dire les petites et grandes entreprises qui n'emploient pas traditionnellement de détenteurs de doctorats. Comment le gouvernement fédéral peut-il les y inciter?

Le deuxième problème concerne le capital-risque, ainsi que la législation fiscale et l'environnement budgétaire et réglementaire, car il est important non seulement d'assurer la création de nouvelles entreprises mais aussi de leur assurer l'accès à un deuxième et à un troisième tours de financement pour favoriser leur croissance.

Il y a aussi la question du bassin de gestionnaires et de la manière dont on peut les attirer, ce qui nous ramène à nos politiques concernant les villes. Il faut que nos villes soient des lieux attrayants pour attirer des gens de toute première qualité.

Il y a donc là un ensemble énorme de possibilités d'appuyer la commercialisation mais, en fin de compte, la commercialisation est une chose qui procède avant tout du dynamisme du secteur privé.

**L'hon. John McCallum:** Merci. Tout ceci me semble bien raisonnable.

M. Allen, on vous a coupé la parole quand vous commencez parler des travailleurs étrangers, après avoir parlé des travailleurs venant des autres régions du Canada. Pour vous permettre d'exposer votre pensée à ce sujet, dites-moi si vous avez besoin de dispenses spéciales ou d'un plus grand accès à des travailleurs étrangers, ou si vous pouvez vivre avec la situation actuelle en déployant peut-être plus d'efforts pour attirer chez vous des travailleurs d'autres régions du Canada?

• (1105)

**M. Mike Allen:** Il est clair qu'il y a une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans tout le pays. Je sais qu'il y a des facteurs constitutionnels concernant l'accueil des immigrants, et nous savons qu'un grand nombre d'entre eux ont tendance à s'établir dans les régions de Toronto, Montréal et Vancouver. On entend souvent parler du médecin du Sri Lanka qui est chauffeur de taxi au Canada. C'est clairement un problème qui concerne le Collège des médecins puisqu'il touche la reconnaissance des diplômés.

Cela dit, je pense que les trois paliers de gouvernement et le secteur privé devraient être en mesure de trouver des solutions sur le meilleur moyen d'attirer les gens dans les régions où il y a des pénuries particulières de compétences. Je sais qu'on ne peut pas obliger les immigrants à aller dans telle ou telle région mais, par exemple, un machiniste qualifié pourrait être informé qu'on a besoin de ses talents dans telle ou telle région et on pourrait peut-être essayer de l'encourager à s'y rendre.

**L'hon. John McCallum:** Merci.

**Le président:** Merci, M. McCallum et M. Allen.

Nous continuons avec M. St-Cyr.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie d'être présents aujourd'hui. Vous avez la chance de faire partie d'un groupe restreint. Nous avons nous aussi de la chance, étant donné que la taille de votre groupe nous permet de vous parler davantage qu'on ne le ferait si le groupe comportait quatre, six, sept, huit personnes ou plus encore.

Je voudrais d'abord poser une question à M. Peters à propos de Telus World Science-Calgary. Je suis très préoccupé par l'importance de former une relève scientifique. Je suis pour ma part ingénieur; j'ai donc, en quelque sorte, suivi ce chemin.

Est-ce qu'il existe des études démontrant que ce genre de centre incite les gens à choisir la voie des sciences? Est-ce que cela a vraiment un impact sur le choix de carrière des jeunes?

[Traduction]

**M. Bill Peters:** Nous accumulons de plus en plus de preuves que les jeunes ont besoin de ressources en dehors du système scolaire traditionnel. Nous obtenons environ 20 p. 100 de notre savoir dans ce système mais les parents, les gens d'affaires et les enseignants réalisent aujourd'hui que 80 p. 100 de notre savoir provient de canaux informels.

Les programmes offerts par le Centre des sciences de Calgary ou par le Centre de découverte des sables bitumineux de Fort McMurray, par exemple, sont tout à fait destinés à permettre aux jeunes de comprendre les possibilités de carrière qui s'offrent à eux. L'un des programmes très populaires que nous offrons à Calgary est le programme des Jeux olympiques scientifiques qui permet à des gens du milieu et de la fin du secondaire de travailler avec des scientifiques, des ingénieurs et des technologues. Grâce à cette interaction personnelle, nous savons que nos étudiants des Jeux olympiques scientifiques iront faire des études à l'université de l'Alberta, à l'université de Calgary ou dans d'autres établissements supérieurs en plus grande proportion que les autres.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Pour avoir connu le domaine scientifique, je sais — et vous le savez aussi sûrement — que les femmes sont malheureusement peu nombreuses à choisir cette voie. Je sais qu'un peu partout, au Québec et au Canada, il existe des programmes spéciaux.

Avez-vous ce genre de programmes?

• (1110)

[Traduction]

**M. Bill Peters:** Oui, et beaucoup de centres scientifiques du Canada s'efforcent d'attirer plus de femmes en sciences et en technologie. Je suis très fier que Suncor, une société très active dans les sables bitumineux, parraine à l'intention des jeunes femmes, à notre Centre scientifique de Calgary, un programme destiné à les intéresser aux sciences et à la technologie. Et ce n'est pas un cas unique. Il y a beaucoup de parrainages similaires d'entreprises dans nos 35 centres du Canada.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Le nom de votre organisme, Telus World Science-Calgary, donne à penser qu'il bénéficie de financement privé.

Quel pourcentage de vos recettes représente respectivement le financement privé et le financement public? J'imagine que vous imposez des frais d'entrée aux gens qui viennent sur place.

[Traduction]

**M. Bill Peters:** Oui. Notre centre est géré de manière très semblable aux autres dans la mesure où un tiers ou moins de notre budget d'exploitation annuel est d'origine gouvernementale. Sur le plan des investissements réalisés dans les centres, comprenez que la proposition de l'Association canadienne des centres scientifiques concernant la création d'un programme de 200 millions de dollars produira trois à quatre fois plus en attirant d'autres investissements du secteur privé et d'autres paliers de gouvernement. C'est donc un exemple très puissant de partenariat communautaire et de partenariat public-privé.

[Français]

**M. Thierry St-Cyr:** Comme il ne me reste que deux minutes, je vais passer à Mme Samarasekera.

Dans la première recommandation de votre mémoire, vous parlez d'élaborer une stratégie en matière de capital humain qui reposerait principalement sur un équilibre entre les diplômés en sciences, en génie, en affaires et en art.

J'aimerais savoir ce que cet équilibre mettrait en jeu : les besoins du marché, un idéal de société, les goûts des étudiants? Comment croyez-vous que cet équilibre serait assuré : en contingentant des programmes, en empêchant certains étudiants d'opter pour un programme donné ou en encourageant ceux-ci au moyen d'incitatifs?

[Traduction]

**Mme Indira Samarasekera:** C'est une excellente question.

Si vous comparez le Canada à des pays comme le Japon, la Corée ou d'autres qui sont des leaders en innovation, vous constaterez qu'ils ont une beaucoup plus grande proportion d'ingénieurs ou de scientifiques que de diplômés en arts. L'un de nos défis est donc d'assurer le bon équilibre. On peut trouver beaucoup de statistiques indiquant quel serait le nombre idéal.

L'autre défi est que les jeunes qui veulent faire des études dans les arts doivent y être encouragés car nous avons aussi besoin de gens dans ces disciplines. J'en suis fermement convaincue. Malheureusement, nous n'avons pas assez investi dans ces disciplines et ceux qui les choisissent ne reçoivent donc pas nécessairement une éducation de qualité. La musique, les beaux-arts, etc., souffrent beaucoup dans notre pays parce que, je le répète, nous ne leur accordons pas d'investissements adéquats.

Quand je parle de trouver le bon équilibre, je veux dire qu'il nous faut un nombre adéquat d'ingénieurs et de scientifiques mais aussi dispenser une bonne éducation dans les arts de façon à ce que les gens obtenant un diplôme en commerce ou dans une autre discipline aient aussi une bonne formation.

[Français]

**Le président:** Monsieur St-Cyr, est-ce que vous avez fini?

[Traduction]

Nous continuons avec M. Dykstra, pour sept minutes.

**M. Rick Dykstra:** Merci, monsieur le président.

Mme Smith, vous avez dit qu'une famille à revenu unique est pénalisée sur le plan fiscal parce qu'un des parents reste à la maison. Avez-vous une idée de la solution et de ce qu'elle pourrait coûter au gouvernement fédéral?

**Mme Beverley Smith:** Si vous acceptez le principe que la personne qui reste à la maison fait un travail utile, il y a plusieurs méthodes... On pourrait porter la déduction pour conjoint au niveau de la déduction personnelle individuelle, comme nous le faisons déjà en Alberta. On pourrait aussi avoir un impôt sur le revenu du ménage plutôt que sur les revenus individuels, ce qui permettrait de partager les revenus, comme cela se fait en France et aux États-Unis. On pourrait étendre jusqu'à 14 ou 16 ans le crédit universel pour enfants qui est maintenant accordé jusqu'à l'âge de six ans, ou on pourrait l'augmenter. Le Dr Pierre Lefebvre de l'université de Québec parle de 5 000 \$ par enfant. Cet argent pourrait servir à payer une garderie ou une bonne d'enfants, ou à assumer d'autres dépenses à la maison. Les prestations de maternité devraient être strictement reliées à la maternité et non pas à l'occupation d'un emploi rémunéré.

Il y a donc toutes sortes de solutions possibles.

• (1115)

**M. Rick Dykstra:** Merci.

Je m'adresse maintenant à Indira au sujet de ce que vous avez dit sur l'investissement dans l'accès à l'éducation.

L'une des choses que nous avons apprises dans le dernier annuaire statistique de Statistiques Canada est que l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits dans des établissements supérieurs a été phénoménale au cours des 11 dernières années, malgré le triplement des frais de scolarité. Comment réagissez-vous à cette information? Même si le coût des études est manifestement un facteur, il n'a pas empêché cette augmentation incroyable du nombre d'étudiants faisant des études supérieures.

**Mme Indira Samarasekera:** Je pense que cela indique qu'ils savent que l'enseignement supérieur leur offrira des possibilités qu'ils n'auraient pas autrement car le nombre d'emplois exigeant aujourd'hui des études supérieures augmente beaucoup plus vite que le nombre de ceux qui n'en exigent pas. Voilà ce que cela reflète.

Cela reflète aussi que beaucoup de jeunes ne savent pas nécessairement, quand ils entrent à l'université, ce qu'ils ont l'intention de faire plus tard. Ils savent que l'université va leur donner des compétences qui leur permettront d'acquérir du savoir dont ils auront peut-être besoin plus tard dans leur vie ou à une étape ultérieure de leurs études. Ça leur donne cette souplesse et je pense que c'est aussi un facteur attrayant.

**M. Rick Dykstra:** Vous dites que nous devrions concentrer notre investissement dans les domaines où nous avons un avantage sur le plan mondial. Pourriez-vous nous donner — où me donner à moi, en particulier — une idée des secteurs auxquels vous songez?

**Mme Indira Samarasekera:** Puisque nous sommes à Fort McMurray, je dois mentionner en premier l'énergie. Comme vous le savez, dans un discours récent, le premier ministre a dit que le Canada pourrait devenir une superpuissance énergétique. Nous avons la ressource mais nous ne sommes pas nécessairement à l'avant-garde des technologies nécessaires pour extraire l'énergie de manière non seulement économique mais aussi écologique. Nous pourrions devenir un fournisseur de technologies écologiques dans le secteur de l'énergie.

Deuxièmement, nous avons un merveilleux système de santé public dans lequel nous investissons des sommes énormes pour dispenser des soins de qualité mais sans recueillir les bienfaits de ces investissements sous forme d'innovations concernant de nouveaux produits médicaux, par exemple. Le fait que nous puissions faire ça exige une réflexion approfondie et la volonté de convertir ces investissements en résultats concrets. Voilà donc les deux domaines.

J'en mentionne un troisième, l'éducation, qui est en train de devenir une industrie mondiale valant des milliards de dollars. Les universités canadiennes sont excellentes mais le nombre d'étudiants étrangers que nous attirons est relativement mince par rapport au Royaume-Uni, à l'Australie, etc.



Nous pourrions avoir ici un double avantage dans la mesure où les étudiants étrangers nous apporteraient des revenus supplémentaires et, dans un sens, des revenus d'affaires, mais aussi enrichiraient le climat pour les autres.

Voilà donc trois exemples de domaines dans lesquels le Canada pourrait investir.

**M. Rick Dykstra:** Merci.

M. Allen, l'expansion économique à Fort McMurray est manifestement phénoménale. Combien y a-t-il d'entreprises, petites et grandes, à Fort McMurray? En avez-vous une idée?

**M. Mike Allen:** Je ne peux parler que de mes membres. Nous travaillons aussi avec trois autres organisations d'affaires, soit l'Association des entreprises autochtones, la NABA, l'Association des entreprises de construction et la Wood Buffalo Builders' Association. À l'heure actuelle, nous avons plus de 1 100 membres, ce qui comprend également l'industrie. À vue de nez, je dirais qu'il y a probablement entre 1 600 et 1 800 entreprises dans la seule région de Fort McMurray.

**M. Rick Dykstra:** En pourcentage, diriez-vous que la Chambre a été... C'est plus de 50 p. 100, manifestement. Est-ce considéré comme un succès, dans le monde des Chambres de commerce, d'en avoir une aussi grande proportion?

**M. Mike Allen:** Je le crois. Nous collaborons avec tout le monde, au nom d'une politique que nous avons adoptée, et nous avons mis sur pied un système en ligne qui nous permet de travailler avec l'industrie au sujet des possibilités d'emploi locales, ce qui n'existait pas avant. Je peux vous dire que cela a suscité beaucoup d'intérêt chez nos membres.

• (1120)

**M. Rick Dykstra:** J'ai deux brèves questions à vous poser et je ne sais pas si j'en aurai le temps. Je vais faire vite.

Votre Chambre de commerce était-elle en faveur des réductions de l'impôt sur les entreprises annoncées dans le dernier budget?

En outre, vous avez dit que le régime d'assurance-emploi devrait devenir plus une relation employé-employeur qu'une relation incluant le gouvernement fédéral. Comment pourrions-nous nous engager dans cette voie?

**M. Mike Allen:** Ce que j'ai dit reprenait une recommandation de la Chambre de commerce du Canada lorsqu'elle a témoigné devant votre comité. Il s'agirait de faire en sorte que la cotisation de l'employeur soit réduite pour devenir égale à la cotisation de l'employé et non être 1,4 fois supérieure comme c'est le cas actuellement. À une époque où le chômage vient de tomber à un minimum record, nous pensons que ce serait justifié.

**Le président:** Nous allons continuer avec Mme Wasylycia-Leis. C'est votre tour, madame, pour sept minutes.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins.

Je m'adresse d'abord à M. Allen. Nous avons eu une excellente présentation de votre maire, Mme Blake, et je suppose que la Chambre de commerce participe à la recherche de solutions aux problèmes qu'elle a mentionnés. J'aimerais savoir comment vous collaborez avec la municipalité pour essayer de résoudre ces problèmes. Que pensez-vous de ces appels à l'investissement public dans des domaines tels que le logement et la santé, et pensez-vous — considérant que, pendant les 20 prochaines années, si j'en crois les témoins précédents, avec 30 \$ le baril, environ 70 milliards de dollars de redevances iront des sables bitumineux et de Fort

McMurray au gouvernement fédéral, et ce sera sans doute le double de ça puisque le prix du pétrole augmente rapidement — qu'une partie de cet argent devrait revenir dans votre communauté pour résoudre ces problèmes?

**M. Mike Allen:** Merci. Absolument. Nous sommes tout à fait d'accord.

Le vrai problème est que cette croissance n'avait jamais été prévue. Hélas, nos gouvernement fédéral, provincial et municipal n'ont pas réussi à dresser un plan de croissance. La Chambre collabore étroitement avec la municipalité et avec le gouvernement provincial, ainsi qu'avec notre député fédéral, pour dresser un plan d'action durable à longue échéance étant donné que la province et le pays dans son ensemble ont tout intérêt à ce que nous continuions d'investir dans cette communauté.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Merci.

Je m'adresse maintenant à Indira Samarasekera au sujet de ce que nous avons entendu sur Fort McMurray et sur les sciences et la technologie. M. Peters pourra peut-être répondre aussi.

J'ai le sentiment que personne ici ne parle de pollution et de gaz à effet de serre. À la lecture des articles, on a l'impression que Suncor est l'une des rares entreprises à essayer de faire quelque chose pour limiter les émissions de carbone et arriver à produire des sables bitumineux sans émissions de carbone.

Que pourrait faire l'université pour forcer quelque chose à ce niveau? Y a-t-il ici aussi un lien quelconque avec toute la question du Centre scientifique?

**Mme Indira Samarasekera:** L'université travaille déjà sur plusieurs fronts avec les sociétés de sables bitumineux. Nous avons déjà beaucoup travaillé avec Suncor, Imperial Oil, etc. et avec les universités de Calgary et de Lethbridge. Plusieurs des technologies que nous essayons de mettre au point sont en réalité destinées à lutter contre les dommages environnementaux, par exemple en réduisant la quantité d'eau ou la quantité d'énergie utilisée pour extraire le pétrole. Toutes ces choses font actuellement l'objet de recherches.

Évidemment, notre rôle est de produire du savoir et d'envoyer nos gens dans les entreprises transmettre ce savoir. Voilà ce que nous faisons, en gros.

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Avez-vous quelque chose à ajouter, M. Peters?

**M. Bill Peters:** J'ajoute que nous avons largement consulté les Albertains sur ce qu'ils attendent de leur Centre scientifique de Calgary. Évidemment, l'environnement et la durabilité sont un souci pour tout le monde. On nous a demandé de faire de notre Centre scientifique un microcosme des pratiques exemplaires en matière de durabilité, d'empreinte écologique réduite, parce que le public exige ça avec de plus en plus de passion des établissements publics en général et pas seulement des Centres scientifiques.

• (1125)

**Mme Judy Wasylycia-Leis:** Merci.

Beverley, je suis heureuse de vous rencontrer après avoir reçu vos courriels pendant tant d'années.

Mes collègues diront peut-être que je suis continuellement déchaînée mais, après avoir entendu votre témoignage, je le suis vraiment. Je vais essayer de me calmer en disant vous que nous devrions pouvoir discuter de manière civilisée de la reconnaissance de tout le travail effectué dans notre société, y compris le travail actuellement non rémunéré à la maison. Je pense que la question importante est de savoir comment on définit le PIB.

J'apprécie le travail de pionnière que vous avez fait. Par contre, j'ai des problèmes avec certaines des informations que vous avez présentées, qui me semblent tout à fait erronées. Je n'en donnerai qu'un exemple car je ne pense pas qu'il soit utile d'en discuter longuement, et c'est votre affirmation que la Suède a eu des résultats catastrophiques.

Je viens juste de lire les informations suivantes dans le *Guardian Weekly*: La Suède a un PIB par habitant de 27 310 \$, ce qui est élevé par rapport à l'Europe et au Canada; la Suède a actuellement un excédent de 10 milliards de dollars dans son compte courant; elle a un taux d'inflation inférieur à celui de la Grande-Bretagne, elle est plus compétitive sur le plan mondial, et ses entreprises sont mieux classées sur le plan de la créativité et de la recherche. Comme si ça ne suffisait pas, sur le plan du bien-être humain, elle n'a aucun équivalent, selon l'indicateur de qualité de vie publié par *The Economist* qui est loin d'être une publication socio-démocrate. Sur le plan de l'indice du développement humain, elle est au troisième rang mondial. Elle est aussi au troisième rang mondial sur le plan de l'espérance de vie, et je pourrais continuer longtemps.

Ce que j'essaie de dire, c'est que, quand on essaie de formuler des politiques publiques axées sur le choix individuel, on peut le faire en offrant aux gens les mécanismes de soutien nécessaires pour qu'ils fassent ces choix sans mettre le pays en faillite. De fait, cela rehausse la compétitivité et la productivité, ce que nous souhaitons tous.

Je ne sais pas si vous voulez répondre à mon intervention mais je vous serais reconnaissante de le faire.

**Mme Beverley Smith:** Tous les facteurs dont vous venez de parler au sujet de la Suède confirment exactement ce que je dis — ça ne concerne que l'argent. La Suède a le taux de suicide le plus élevé au monde.

**Mme Judy Wasylcia-Leis:** Je viens juste de vous donner l'indice du développement humain...

**Mme Beverley Smith:** De *The Economist*. Et quel est son critère? L'argent.

**Mme Judy Wasylcia-Leis:** La plupart des organisations réputées du Canada et du monde ne contestent pas les recherches consacrées à l'évaluation de la qualité de vie. Il n'est pas négligeable que la Suède ait un très haut niveau de qualité de vie et soit très compétitive, économiquement parlant, sur le plan international.

**Mme Beverley Smith:** Je suis en contact avec une organisation suédoise dirigé par Bo Pettersson. Il s'est plaint aux Nations unies que les lois fiscales de la Suède sont absolument choquantes... Ils ont en fait enlevé le mot « famille » de leurs lois. Ils encouragent les femmes à sortir de la maison. Elles sont fortement pénalisées si elles restent à la maison. Il pense que le Canada s'en va dans cette voie.

Juste avant les élections, je lui ai demandé ce qui allait se passer. Il m'a dit : « Je ne pense pas que les gens auront le courage de chasser ce gouvernement parce qu'on leur offre tellement d'avantages fiscaux à laisser leurs enfants, et les gens adorent les avantages fiscaux ». Ils ont quand même changé de gouvernement, ils ont voté avec leur coeur. Soyons-en conscients.

Nous partageons sans doute les mêmes idées sur les droits des femmes mais je pense que le NPD passe à côté d'une chose importante sur le plan des politiques publiques, qui serait un programme d'avantages sociaux universels car, quand vous appuyez des garderies d'enfants universelles, vous choquez la plupart des parents.

**Le président:** Merci, Mme Wasylcia-Leis.

Pour donner la parole à tout le monde, nous allons passer à des tours de quatre minutes en commençant avec M. Savage.

Vous avez quatre minutes, monsieur.

**M. Michael Savage:** Bien.

Mme Samarasekera, j'ai eu le plaisir de présider le comité Libéral sur l'enseignement postsecondaire pendant quelques années, d'abord au gouvernement puis, maintenant, dans l'opposition. J'ai beaucoup voyagé dans le pays. Je ne me suis pas rendu dans votre université mais j'ai beaucoup apprécié vos remarques où je n'ai rien trouvé à contester.

Je voudrais revenir sur une question que vous ont posée M. McCallum et M. Dykstra. Vous dites que le nombre d'étudiants a augmenté. Cela est-il le signe que les frais de scolarité ne sont peut-être pas trop élevés? Il y a deux éléments à ça. Premièrement, la dette des étudiants a augmenté de manière exponentielle. Deuxièmement, le nombre d'étudiants n'a pas augmenté parmi les Canadiens à revenus modiques, les Canadiens autochtones et les personnes handicapées. En ce qui concerne l'accès, il me semble que la vraie question est de savoir comment nous pouvons amener ces gens à l'université.

Vous avez parlé de cet excès d'investissement dans la recherche depuis 1998. Je pense qu'on y a consacré 13 milliards de dollars, ce qui a interrompu la fuite des cerveaux. Je suis sûr que votre université, comme d'autres dont nous parlent les journaux, rapatrient des chercheurs. Cela résulte d'un investissement fédéral direct dans les universités. L'an dernier, dans la mise à jour économique, nous avons proposé un plan de grande ampleur de 2,2 milliards de dollars pour permettre aux Canadiens à revenus modiques et moyens d'aller à l'université.

Quelle est la meilleure méthode pour s'assurer que les Canadiens qui n'ont pas accès à l'enseignement supérieur à cause de l'argent puissent y avoir accès?

• (1130)

**Mme Indira Samarasekera:** Vous soulevez une question importante. On porte une attention énorme et, à mon avis, peut-être excessive aux frais de scolarité au détriment du caractère abordable des études. L'un de nos problèmes vient du fait que nos frais de scolarité restent relativement faibles par rapport à la plupart des autres pays. À certains égards, le prix que nous payons est une qualité moindre, et aussi le fait que nous ne profitons pas du fait que certaines personnes pourraient payer, ce qui permettrait d'offrir des bourses à ceux qui ne le peuvent pas. La véritable réforme importante consisterait à offrir des bourses aux personnes à revenus modiques et aux personnes sous-représentées — les autochtones. Nous avons là une ressource énorme en Alberta et dans le reste du Canada et je pense qu'il est temps de déplacer le débat sur la vraie question qui est de rendre les études abordables.

Deuxièmement, vous savez que la dette n'a pas augmenté de manière exponentielle. Si je ne me trompe, la dette moyenne d'un étudiant canadien terminant ses études supérieures est d'environ 20 000 \$. Beaucoup d'entre eux peuvent la solder sur une période relativement raisonnable. Le vrai problème n'est donc pas les frais de scolarité mais plutôt le coût concret d'aller à l'école et de renoncer à un emploi.

**M. Michael Savage:** Je suis d'accord avec ça. Je ne pense pas que les frais de scolarité soient le vrai problème. Ce n'est certainement pas aussi simple que ça.

**Mme Indira Samarasekera:** Non.

**M. Michael Savage:** Et il faut prendre des mesures directes pour nous assurer que les Canadiens qui ne vont pas à l'université actuellement puissent y aller.

Vous dites en première page que l'université de l'Alberta a pour objectif ambitieux de devenir l'une des 20 premières universités de recherche publiques au monde d'ici à 2020. Qui mesure ça? En outre, je suppose qu'il n'y en a aucune au Canada actuellement?

**Mme Indira Samarasekera:** Non.

Je pense qu'il y a plusieurs critères différents. Généralement, les universités faisant partie des 20 premières au monde possèdent des caractéristiques très claires et sont convoitées par tout le monde. Les enseignants veulent y enseigner, les meilleurs étudiants veulent y faire leurs études et les meilleurs chercheurs du monde entier veulent y aller. Quand on s'approche des 20 premières, on le sait très vite parce qu'on reçoit beaucoup de demandes. Voilà pour moi le critère important, et je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui une seule université canadienne qui soit dans cette situation.

**Le président:** Il vous reste très peu de temps.

**M. Michael Savage:** D'accord.

Nous avons entendu plus tôt des représentants du collège communautaire de Fort McMurray. Il semble qu'une des autres clés pour l'avenir de l'éducation au Canada soit la collaboration entre les universités et les collèges communautaires. Où en est l'université de l'Alberta sur ce plan?

**Mme Indira Samarasekera:** Nous avons une relation très étroite avec le collège Keyano. Nous offrons des diplômes conjoints. On peut obtenir un diplôme de l'université de l'Alberta ici même, et nous faisons la même chose dans toute la province. Nous avons des protocoles d'entente avec une trentaine de collèges où nous offrons des diplômes. C'est un modèle très intéressant, notamment pour élargir l'accès aux personnes sous-représentées et aux étudiants non traditionnels.

**M. Michael Savage:** Merci.

**Le président:** Merci, M. Savage.

L'une des préoccupations d'un certain nombre de membres du comité est certainement l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle pour les familles rurales isolées. Vous avez dit que les frais de scolarité représentent un coût relativement minime, et c'est certainement un pourcentage beaucoup plus faible pour quelqu'un qui vient d'une collectivité rurale que pour quelqu'un qui peut vivre et habiter dans la collectivité où la formation est dispensée. Avez-vous des idées particulières sur la manière dont on pourrait corriger cette inégalité en ce qui concerne ces barrières?

**Mme Indira Samarasekera:** Deux remarques. Bien sûr, il faut continuer de s'assurer que des ressources existent pour permettre à de grandes universités comme la nôtre d'offrir des diplômes dans ces collectivités car l'une des manières d'y conserver les gens est de ne

pas les obliger à en partir. Beaucoup d'étudiants préféreraient de loin obtenir leur diplôme de l'université de l'Alberta à Fort McMurray plutôt que de devoir déménager à Edmonton. C'est la première chose. Et ces programmes coûtent plus cher à l'étudiant que de devoir déménager sur le campus d'Edmonton. Dispenser un programme à Fort McMurray coûterait un peu plus cher à l'université puisqu'il y aurait moins de participants.

La deuxième chose est qu'il y a certains étudiants qui bénéficieraient du déménagement à Edmonton et qui veulent y aller. Pour eux, nous devrions offrir des subventions préférentielles correspondant à une partie de leurs dépenses, ainsi que des bourses associées au fait qu'ils viennent de l'extérieur de la région. Tout cela nous ramène à l'obligation de rendre les études abordables pour les étudiants qui ne viennent pas nécessairement des villes.

**Le président:** Merci. Et je suis favorable à l'idée de faire participer le secteur privé et des gens de l'extérieur du gouvernement à cette deuxième suggestion. Je suis membre de la Fondation de l'université de Brandon et j'ai créé personnellement un fonds spécial à cette intention. J'encourage les autres à faire la même chose.

J'ai une deuxième question sur les loyers. Il y a une minute, un conseiller municipal, je crois, m'a dit que le salaire moyen s'élève ici à plus de 90 000 \$. Le loyer moyen, pour un appartement d'une chambre, tourne autour de 2 000 \$. Vous me direz si je me trompe.

• (1135)

**M. Mike Allen:** C'est un peu élevé pour le loyer mais il est certain que ce n'est pas bon marché.

**Le président:** D'accord. Il m'a dit aussi que le gouvernement fédéral va recevoir 60 milliards de dollars de recettes si le prix du pétrole se maintient à son niveau actuel pendant les 20 prochaines années — 60 milliards! C'est presque incroyable.

Je crois toutefois que nous devons nous intéresser aux problèmes immédiats que connaissent les collectivités de cette région.

En ce qui concerne les loyers, ils dépendent évidemment de l'offre et de la demande. Je suppose que la demande est incroyablement élevée, ce qui fait monter les prix. C'est l'effet d'un marché libre, n'est-ce pas?

**M. Mike Allen:** Absolument. L'un des problèmes, et ce n'est pas un problème fédéral mais plutôt provincial, c'est que tout ce qui entoure Fort McMurray — et j'entends souvent des gens d'autres régions dire : « C'est incroyable, vous parlez continuellement d'une pénurie de terrains mais vous êtes en plein milieu de nulle part » — appartient à la Couronne et qu'il y a des problèmes quand on veut acquérir des terrains.

À l'heure actuelle, avec l'accroissement de la population, on accorde la priorité aux propriétés domiciliaires, et c'est compréhensible. Toutefois, nous voulons aussi réaliser des aménagements commerciaux et industriels et diversifier les entreprises de notre collectivité car, sinon, nous deviendrons une ville industrielle.

Dans le secteur du détail et des services, les problèmes de personnel sont directement liés au coût des logements et aux salaires compétitifs. Comment un hôtel peut-il fonctionner quand il a un taux de roulement de son personnel de 100 p. 100? Pour les petites entreprises, la miennne comprise, beaucoup de gens à Edmonton, à Calgary ou à Toronto s'attendent à des prix compétitifs alors que nos frais généraux sont quasiment le double. C'est...

**Le président:** Voici cependant mon argument. Le coût élevé des logements, des locaux commerciaux, etc., n'est-il pas la conséquence naturelle de l'intérêt croissant envers votre collectivité?

**M. Mike Allen:** Absolument. Nous avons du rattrapage à faire et nous sommes maintenant dans ce mode.

**Le président:** Bien. Comment le comité peut-il donc formuler des recommandations pour vous aider à faire ce rattrapage, ou est-ce essentiellement une question relevant de la province?

**M. Mike Allen:** À notre avis, ça relève essentiellement de la province. Certes, il peut y avoir une aide fédérale et c'est ce que nous avons envisagé avec l'entente tripartite. Pour le moment, nous travaillons essentiellement avec le gouvernement provincial sur des formules de financement. Je crois que vous avez entendu les arguments du maire et du PDG de l'hôpital: tout l'argent venant des pouvoirs publics est fondé sur une formule qui est la même pour chaque collectivité de la province ou du Canada.

Avec l'expansion rapide de notre collectivité, ce que nous suggérons, c'est qu'en tant qu'entreprise, par exemple, j'investirai mon capital là j'obtiendrai le meilleur rendement. Tout investissement dans les infrastructures de la région, ou dans n'importe quelle autre région en pleine expansion, comme Grande Prairie ou Cold Lake, dans le secteur de l'énergie profitera à l'ensemble du pays à longue échéance.

[Français]

**Le président:** Nous passons maintenant à M. St-Cyr.

Vous avez quatre minutes, monsieur.

**M. Thierry St-Cyr:** Merci.

Je voudrais commenter le mémoire de Mme Smith.

Même si en substance, je ne suis pas d'accord avec ce que vous avancez dans votre mémoire, je trouve que celui-ci a l'avantage d'être limpide pour ce qui est de ses intentions. Un bon nombre de groupes venus témoigner devant nous ont utilisé comme prétexte le prétendu choix des femmes afin de prôner tout simplement leur retour à la maison. Même le gouvernement nous a servi cet argument. Ici, c'est plus clair. Je pense que la comparaison avec l'époque préhistorique, au début de la présentation, était très éclairante. Elle correspond assez bien à ce qu'on prône ici.

Je dois d'abord vous avouer être un peu mal à l'aise avec l'idée de pénaliser les gens qui ne bénéficient pas d'un programme social. Pour ma part, je n'ai pas eu à être hospitalisé au cours des dernières années. Je n'ai pas bénéficié de ce programme, mais j'ai quand même payé des impôts. Une personne qui n'utilise pas les services de garde parce qu'elle n'en a pas besoin n'est pas pénalisée. Par définition, un programme social implique qu'on utilise l'argent de la collectivité pour le distribuer là où sont les besoins. Par contre, si on prend l'argent de tout le monde et qu'on le redistribue à tout le monde, c'est une opération à somme nulle, donc qui ne sert à rien. À ce compte-là, aussi bien abolir les impôts et laisser chacun faire ce qu'il veut de son argent.

En outre, votre mémoire comporte un important paradoxe. J'aimerais que vous m'éclairiez à ce sujet. Dès le début, vous dites que l'argent n'est pas tout ce qui compte dans la vie, qu'il n'est pas important. Par contre, jusqu'à la fin du document, vous vous employez à nous convaincre qu'il faut financer les gens qui restent à la maison pour élever leurs enfants. C'est comme si vous disiez que l'argent n'est pas important, mais qu'il faut vous en donner. Il y a ici quelque chose de contradictoire, qui dévalorise la nature même du bénévolat. En effet, quand on fait du bénévolat, on le fait de façon désintéressée, sans demander de financement en échange.

Selon vous, est-ce que l'argent est une question importante? Dans le cas contraire, pourquoi devrions-nous mettre en oeuvre les mesures que vous prônez? En revanche, si l'argent est un facteur important, pourquoi l'État financerait-il à grands frais des mesures visant à retirer des millions de femmes du marché du travail? Pourquoi se priverait-il par la même occasion de tous ces revenus fiscaux?

• (1140)

**Mme Beverley Smith:** C'est une bonne question.

Premièrement, le but n'est pas de faire en sorte que les femmes restent à la maison, mais de reconnaître celles qui choisissent de le faire. Pour ma part, j'ai quatre filles, mais elles ne sont plus à la maison. L'une d'entre elles est avocate. Elle travaille et laisse ses deux enfants à la garderie pendant quelques jours. Je ne suis pas contre les garderies.

Cependant, si ma fille restait à la maison, elle n'en retirerait pas d'avantages financiers, même si elle se chargeait de l'éducation de ses enfants. Je pense que votre problème, concernant les garderies, est celui que nous avons soulevé, à savoir que les enfants qui fréquentent les garderies reçoivent des services éducatifs, alors que les autres n'en bénéficient pas. Pour ma part, j'ai beaucoup instruit mes enfants à la maison. J'offrais les mêmes programmes, ce qui n'est pas votre cas: vous les offrez à un groupe, mais pas à l'autre.

**M. Thierry St-Cyr:** Bref, vous estimez que vous devriez être payée, étant donné que vous dispensez les mêmes services.

**Mme Beverley Smith:** Non. Vous devriez me payer parce que j'offre les mêmes services que ceux que vous payez pour dispenser ces services dans les garderies. Je suis une *care giver*, et non une *care seller*.

**M. Thierry St-Cyr:** En fin de compte, votre approche est très...

**Le président:** Votre temps est écoulé, monsieur St-Cyr.

Madame Ablonczy,

[Traduction]

vous avez quatre minutes.

**Mme Diane Ablonczy:** Merci, monsieur le président.

Merci à tous d'être ici. Vous nous avez donné des témoignages différents mais importants.

Je veux demander quelque chose à M. Allen. Vous dites que les terrains entourant Fort McMurray appartiennent à la Couronne. Voulez-vous dire à la province ou au Canada?

**M. Mike Allen:** À la province.

**Mme Diane Ablonczy:** À la province. Vous avez manifestement besoin de terrains. Je lisais hier un article au sujet d'un Québécois venu travailler à Fort McMurray. Il est venu avec sa roulotte pour pouvoir se loger mais il n'a pas pu trouver d'endroit pour la garer. Pourquoi? Pourquoi ne passez-vous pas une entente avec la province pour qu'elle vous cède des terrains? Quel est l'obstacle?

**M. Mike Allen:** Il y a eu un certain moment des obstacles politiques mais ils semblent avoir été réglés. La province répond beaucoup plus vite maintenant.

La région connaît actuellement une expansion qui n'était pas du tout prévue. Personne ne s'y attendait. Le prix du pétrole y a certainement beaucoup contribué. Quand on remonte à la fin des années 80 et au début des années 90, lors du crash, le prix s'est effondré...

**Mme Diane Ablonczy:** Ce n'est plus un problème aujourd'hui. Pourquoi ne pouvez-vous pas obtenir de terrains?

**M. Mike Allen:** Il y a actuellement des terrains en cours de construction. Nous en avons obtenu. Nous pourrions en utiliser beaucoup plus. Il a fallu longtemps pour les obtenir après avoir fait la demande.

**Mme Diane Ablonczy:** J'ai discuté avec certaines personnes de la pénurie de main-d'oeuvre et elles m'ont dit que le problème, à leurs yeux, est la résistance à faire venir des travailleurs de l'étranger. Elles pensent qu'il faudrait recruter dans les autres régions du Canada. À leur avis, les emplois devraient être donnés aux Canadiens plutôt qu'à des étrangers.

Comment faites-vous face à ce problème? Pourriez-vous nous donner des explications?

• (1145)

**M. Mike Allen:** La plupart des problèmes dont j'ai entendu parler concernent les syndicats, et beaucoup des arguments sont bien présentés.

Nous-mêmes, nous croyons aussi... Pour la plupart des entreprises, je pense que les priorités sont d'abord locales, puis nationales, puis étrangères. Les travailleurs étrangers viennent certainement en dernier mais ça commence à changer. Ce n'est pas pour des raisons de compétitivité — vous savez, faire venir des gens de Chine ou du Mexique pour avoir de la main-d'oeuvre bon marché. Les gens qui cherchent des employés sont prêts à les prendre n'importe où.

**Mme Diane Ablonczy:** Il y a une certaine résistance à recruter dans d'autres régions. Je ne sais pas si c'est pour des raisons d'ordre politique ni même s'il y a de bonnes raisons. Certains se demandent si Fort McMurray devrait être une pompe aspirant des travailleurs de toutes les régions du pays. Pensez-vous qu'il y a un avantage, pour les travailleurs, à venir s'établir à Fort McMurray à long terme ou à court terme? Vous êtes-vous posé la question?

**M. Mike Allen:** En tant qu'entreprise, notre position est que nous sommes ici pour la communauté et que nous ne tenons pas à ce que les gens viennent temporairement. Nous sympathisons avec les collectivités de Terre-Neuve, par exemple, qui sont en perte de vitesse parce qu'une grande partie de leur population vient s'établir à Fort McMurray. Ce que nous espérons, cependant, c'est que les gens s'établiront ici définitivement, avec leurs familles, et deviendront des membres de la communauté. À l'heure actuelle, le nombre de travailleurs de passage a considérablement augmenté et c'est aussi un problème.

**Le président:** Merci, M. Allen.

Nous continuons avec des tours de trois minutes.

M. McKay.

**L'hon. John McKay:** J'adresse ma première question à M. Allen.

Vous avez parlé de l'assurance-emploi et des cotisations. Dois-je conclure de vos remarques que vous aimeriez que tous les programmes de création d'emplois financés avec l'assurance-emploi ne le soient plus?

**M. Mike Allen:** Non, ce n'est pas ce que nous disons. Nous avons fait beaucoup de progrès avec le programme d'assurance-emploi du point de vue du recrutement des travailleurs. Notre organisation, au palier provincial et au palais national, est prête à travailler avec n'importe quel groupe pour essayer de formuler quelque chose qui encouragera les gens à reprendre le travail au lieu de les encourager à... Dans le programme actuel, il y a encore des éléments qui encouragent les gens à ne pas travailler.

**L'hon. John McKay:** La moyenne est déjà 90 000 \$ par an, ici. Ça devrait encourager beaucoup de gens à travailler.

**M. Mike Allen:** Ce n'est certainement pas le cas.

**L'hon. John McKay:** Voici maintenant une question pour Beverley Smith.

Mon collègue Paul Szabo, de Mississauga-Sud, a déposé en Chambre un projet de loi visant à reconnaître le travail non rémunéré comme du travail ouvrant droit à la pension de retraite. Êtes-vous en faveur de cette idée?

**Mme Beverley Smith:** Oui mais Paul Szabo a pris hier position contre nous au sujet du partage des pensions de retraite, ce que nous ne comprenons pas. Je vais devoir lui parler.

**L'hon. John McKay:** Je vous recommande de l'appeler.

Merci.

**Le président:** M. McKay, il vous reste une minute, si vous voulez.

**L'hon. John McKay:** C'est bien. Je l'ajouterais à la prochaine fois.

**Le président:** J'en doute beaucoup.

Dean Del Mastro, vous avez trois minutes.

**M. Dean Del Mastro:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Mme Samarasekera, j'ai une courte question à vous poser. Plusieurs groupes d'étudiants et groupes d'universités sont venus recommander que le gouvernement du Canada mette sur pied un transfert réservé à l'enseignement postsecondaire pour les provinces, ce qui veut dire que l'argent ne pourrait être consacré à rien d'autre. Seriez-vous favorable à une entente de cette nature entre le gouvernement fédéral et les provinces?

**Mme Indira Samarasekera:** Tout dépend de ce que ça remplacerait. Autrement dit, ma crainte — et je pense avoir répondu à ce sujet à John McCallum — est que cela devienne le seul investissement du gouvernement fédéral dans le secteur postsecondaire et entraîne l'abolition des investissements dans la recherche, la formation des diplômés, etc.

Pour en revenir à l'enseignement postsecondaire, je crois de plus en plus que c'est une question d'intérêt national. L'une de mes craintes est que, si le transfert réservé est géré localement ou provincialement, ça empêchera le Canada de prendre une position nationale sur la manière dont l'enseignement postsecondaire est commercialisé à l'étranger ou commercialisé à l'intérieur du pays ou positionné au sein du pays. Je suis très partagée à ce sujet, très franchement. Il faudrait voir à quoi ressemble ce transfert dans le contexte de tous les autres investissements que ferait le gouvernement fédéral pour appuyer l'enseignement postsecondaire et l'innovation.

• (1150)

**M. Dean Del Mastro:** Merci.

Mme Smith, j'ai quelques brèves questions pour vous.

Premièrement, sur un plan général, nous appuyons le principe du partage des revenus dans les ménages mais c'est très difficile à faire parce que ça représenterait un changement assez profond de notre régime d'impôt sur le revenu. Certains députés ont dit à la Chambre des communes qu'en n'investissant pas dans un programme national de garderies d'enfants, ce que nous allons finir par devoir faire — et ce n'est pas une conclusion que je partage — c'est investir dans les prisons à long terme. Que répondez-vous à ça?

**Mme Beverley Smith:** Je ne m'oppose pas à un réseau national de garderies d'enfants. Pour moi, une garderie, c'est tout endroit où l'enfant est gardé. Sinon, c'est illégal et il n'y a personne pour s'occuper de l'enfant. Je financerais donc l'enfant...pour que l'argent aille avec l'enfant. Si vous voulez éviter que les enfants se retrouvent en prison, les faire garder par une tierce partie est contre-intuitif. Les enfants ont besoin d'amour et devraient être avec les gens qui les aiment.

**M. Dean Del Mastro:** Hier, la Coalition of Child Care Advocates of B.C... l'un de ses principes fondamentaux est qu'il faut donner aux enfants, de la naissance jusqu'à l'âge de 13 ans, « des environnements optimaux pour leur épanouissement ». D'après vous, qu'est-ce qu'un environnement optimal pour l'épanouissement d'un enfant?

**Le président:** Je regrette mais le temps de parole de M. Del Mastro est écoulé. Nous allons continuer avec M. Pacetti.

**M. Massimo Pacetti:** Merci, monsieur le président.

Une brève question pour M. Peters. Dans votre mémoire, vous ne demandez pas de financement. Puis, à la fin de votre exposé, vous demandez un fonds séparé de 200 millions de dollars pour les sciences et les musées. C'est bien ça?

**M. Bill Peters:** Oui, un fonds de 200 millions de dollars pour permettre des infrastructures et des programmes dans les Centres scientifiques. Ce serait sur une période de cinq ans. Ce que je veux ajouter, et c'est relié à ce que disait Mme Samarasekera, c'est le besoin apparent d'un système national de sciences et de technologie pour faire avancer le Canada. Les Centres scientifiques disent que nous avons un rôle à jouer au nom de la nation. Nous pouvons contribuer au progrès du Canada comme nation scientifique et technologique. Donc, cet investissement est mérité.

**M. Massimo Pacetti:** Donc, ce serait un investissement. Y aurait-il un rendement ou s'agirait-il d'investir dans les Centres ou d'investir dans la science?

**M. Bill Peters:** Il s'agirait d'investir pour les jeunes du Canada. Grâce à l'apprentissage que les jeunes obtiendraient, le Canada recevrait un rendement à l'avenir.

**M. Massimo Pacetti:** Avant d'être interrompu, puis-je vous demander de nous envoyer quelques lignes à ce sujet? Vous n'en parlez pas dans votre mémoire, à moins que je me trompe.

**M. Bill Peters:** Nous avons déjà envoyé plusieurs mémoires mais je vous en enverrai à nouveau.

**M. Massimo Pacetti:** Je ne sais pas bien l'objectif exact des 200 millions de dollars. J'ai votre mémoire sous les yeux et ça n'y est pas. Je me trompe?

**M. Bill Peters:** Ça devrait y être mais nous veillerons à ce que ce soit expliqué de manière plus complète si ce n'a pas été fait de manière adéquate.

**M. Massimo Pacetti:** D'accord. Je n'ai pas besoin d'un gros document. Une page me suffira.

**M. Bill Peters:** Parfait. Merci.

**M. Massimo Pacetti:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci de faire ça, M. Peters. Nous vous en sommes reconnaissants.

Nous passons finalement à M. Wallace, pour trois minutes.

**M. Mike Wallace:** Je m'adresse uniquement à M. Allen. Je viens de l'Ontario. Je suis surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de taxe d'installation dans la province. Vous êtes une collectivité en pleine expansion. Votre organisation est-elle radicalement opposée à ce genre de taxe pour financer son développement?

**M. Mike Allen:** De quelle taxe d'installation parlez-vous?

**M. Mike Wallace:** Quiconque construit. Quiconque fait quelque chose doit payer une taxe d'installation pour assurer la durabilité de la communauté. Pour tout ce qui est construit, il y a une taxe.

**M. Mike Allen:** En fait, il existe déjà un certain nombre de taxes municipales pour le développement. Ça dépend. Parlez-vous spécialement de l'industrie ou...

**M. Mike Wallace:** Que ce soit une industrie, que ce soit une entreprise, que ce soit un particulier, tout le monde paye une taxe d'installation.

• (1155)

**M. Mike Allen:** Il y a en réalité un système de taxes hors site qui sont essentiellement fondées, à l'heure actuelle avec le logement, sur les services souterrains. Pour tout édifice qui est construit, ces taxes sont payées à la municipalité. Je crois qu'elles vont... Nous n'y sommes pas opposés, non.

**M. Mike Wallace:** Servent-elles à financer des services tels que des salles de sport, des salles municipales et des choses comme ça?

**M. Mike Allen:** Je ne saurais vous le dire.

**M. Mike Wallace:** Ma dernière question, puisque nous n'aurons sans doute pas de temps supplémentaire, est celle-ci. Autrefois, je vendais à des cabinets de médecins, et j'entendais plus tôt des gens de la profession médicale — je ne sais pas si vous étiez ici pendant leurs témoignages —

**M. Mike Allen:** Oui.

**M. Mike Wallace:** — dire que six personnes sont parties, notamment à cause des loyers. En Ontario — et je ne sais pas si c'est national, je devrai faire une recherche — les médecins ne peuvent pas être considérés comme des entrepreneurs. Je leur vendais du matériel de bureau et ils ne pouvaient pas déduire cette dépense comme une dépense d'affaires. Ils payaient ça à même leurs honoraires.

Votre organisation appuierait-elle l'idée que les médecins soient considérés comme des entrepreneurs et puissent déduire ce genre de dépenses de leurs revenus, tout comme le font les entreprises?

**M. Mike Allen:** Absolument, M. Wallace. Voyez-vous, j'ai toujours cru qu'ils étaient traités comme des entrepreneurs.

**M. Mike Wallace:** C'était juste une question.

**M. Mike Allen:** Absolument. Nous considérons que quiconque fournit un service doit être traité comme un entrepreneur.

**M. Mike Wallace:** Bien. Merci.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, Monsieur Wallace.

Je remercie tous les témoins qui ont participé aujourd'hui à une discussion très stimulante. Nous vous sommes très reconnaissants d'avoir pris le temps de vous préparer à venir témoigner et d'être venus le faire. Nous savons que votre temps est précieux. Vous pouvez partir.

Avant de lever la séance, j'ai une question à poser aux membres du comité sur une invitation que je veux vous transmettre.

Je sais que certains d'entre vous partiront après Saskatoon mais je voulais vous dire qu'il y a dans ma ville un petit restaurant chinois sans prétention mais tout à fait excellent qui prépare un plat spécial,

le canard de Pékin. En fait, c'est un repas de 13 plats que le restaurateur prépare pour des groupes d'au moins 10 personnes. Je voulais demander à ceux d'entre vous qui restent avec nous... Si ça vous intéresse, nous pouvons l'organiser.

Je crois que c'est 25 \$ par personne. C'est incroyable et... c'est John McKay qui invite.

**Des voix:** Oh!

**Le président:** La séance est levée.

---







**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**